SOMMAIRE

PRÉSIDENTE DE M. JEAN GLAVANY

1. **Fixation de l'ordre du jour** (p. 2).
2. **Questions orales sans débat** (p. 2).
M. le président.
Suspension et reprise de la séance (p. 2)
DÉVELOPPEMENT DES RÉSEAUX DE DONNÉES
Question de M. Martin-Lalande (p. 2)
MM. Patrice Martin-Lalande, Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie.
BESOINS EN PERSONNEL DANS L'ENSEIGNEMENT
Question de Mme Bricq (p. 4)
Mme Nicole Bricq, M. Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie.
CONSÉQUENCES DES PROJETS DE RÉFORME DE LA CARTE JUDICIAIRE
Question de M. Rochebloine (p. 5)
M. François Rochebloine, Mme Elisabeth Guigou, garde des sceaux, ministre de la justice.
CONDITIONS DE PUBLICATIONS DU RAPPORT SUR LA SITUATION DE LA CORSE
Question de M. Rossi (p. 7)
MM. José Rossi, Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie.
RÉHABILITATION DES CITÉS MINIÈRES
Question de M. Janquin (p. 8)
MM. Serge Janquin, Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie.
EFFECTIFS DE POLICE À BRUNOY ET À MONTGERON
Question de M. Dupont-Aignan (p. 10)
MM. Nicolas Dupont-Aignan, Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie.
DIFFICULTÉS DES MARAÎCHERS DE SAINT-OMER
Question de M. Lefait (p. 12)
MM. Michel Lefait, Louis Le Pensec, ministre de l'agriculture et de la pêche.
LUTTE CONTRE LA POLLUTION PAR LES NITRATES
Question de Mme Bassot (p. 13)
Mme Sylvia Bassot, M. Louis Le Pensec, ministre de l'agriculture et de la pêche.
CONSÉQUENCES DE L'EXTENSION DES PISTES DE ROISSY
Question de M. Cochet (p. 14)
MM. Yves Cochet, Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement.

CONSTRUCTION DE L'AUTOROUTE A 66

Question de M. Bonrepaux (p. 16)

MM. Auguste Bonrepaux, Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement.

LIGNE FERROVIAIRE CAEN-RENNES

Question de M. René André (p. 17)

MM. Alain Cousin, Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement.

PROLONGEMENT DE L'AUTOROUTE A 55

Question de M. Vaxès (p. 19)

MM. Michel Vaxès, Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement.

CAPACITÉ D'ACCUEIL DES CENTRES D'AIDE PAR LE TRAVAIL

Question de M. Derosier (p. 20)

MM. Bernard Derosier, Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé.

ADMINISTRATION DE MÉDICAMENTS DANS LES CRÈCHES

Question de Mme Neiertz (p. 21)

Mme Véronique Neiertz, M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé.

RÉGIME LOCAL D'ASSURANCE MALADIE D'ALSACE-MOSELLE

Question de M. Gengenwin (p. 23)

MM. Germain Gengenwin, Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé.

RÉGLEMENTATION DES SORTIES SCOLAIRES

Question de M. Fousseret (p. 24)

M. Jean-Louis Fousseret, Mme Marylise Lebranchu, secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce et à l'artisanat.

APPLICATION DE LA DIRECTIVE COMMUNAUTAIRE RELATIVE AU RÉSEAU NATURA 2000

Question de M. Dehoux (p. 25)

M. Marcel Dehoux, Mme Marylise Lebranchu, secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce et à l'artisanat.

PUBLICATION DES DÉCRETS RELATIFS À LA QUALIFICATION DANS LE COMMERCE ET L'ARTISANAT

Question de M. Meyer (p. 25)

M. Gilbert Meyer, Mme Marylise Lebranchu, secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce et à l'artisanat.

3. **Ordre du jour** (p. 26).

COMPTE RENDU INTÉGRAL

PRÉSIDENCE DE M. JEAN GLAVANY, vice-président

M. le président. La séance est ouverte.
(La séance est ouverte à dix heures trente.)

1

FIXATION DE L'ORDRE DU JOUR

M. le président. L'ordre du jour des séances que l'Assemblée tiendra jusqu'au 24 octobre inclus a été fixé ce matin en conférence des présidents.

Il sera annexé à la suite du compte rendu intégral de la présente séance.

La conférence des présidents a décidé, en application de l'article 65-1 du règlement, que le vote de la première partie du projet de loi de finances pour 1998 donnerait lieu à un scrutin public, le mardi 21 octobre, après-midi.

2

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

M. le président. L'ordre du jour appelle les questions orales sans débat.

Mes chers collègues, étant donné qu'il est difficile de poser des questions au Gouvernement sans que celui-ci soit présent, la séance est suspendue.

Suspension et reprise de la séance

M. le président. La séance est suspendue.
(La séance, suspendue à dix heures trente-cinq, est reprise à dix heures quarante.)

DÉVELOPPEMENT DES RÉSEAUX DE DONNÉES

M. le président. M. Patrice Martin-Lalande a présenté une question, n° 13, ainsi rédigée :

« M. Patrice Martin-Lalande se réjouit des intentions annoncées par le Premier ministre de préparer l'entrée de la France dans la société de l'information. Il lui demande de bien vouloir lui préciser les principales modalités et de lui indiquer le calendrier de

mise en œuvre de son programme, notamment sur les dossiers suivants, sur lesquels les ministres de l'industrie et de l'éducation se sont engagés publiquement : la libéralisation de la cryptologie ; la mise en œuvre d'incitations fiscales à l'innovation technologique et à la création de nouvelles entreprises dans les domaines d'avenir ; la connexion des écoles, en veillant à un contenu adapté à ce public par la création urgente d'un Intranet Education ; l'équipement des bureaux de poste et autres lieux publics en terminaux d'accès à Internet. Par ailleurs, il attire son attention sur l'urgence à encourager les administrations à utiliser le réseau en commençant par fournir une adresse électronique à chaque service et agent de l'administration et former les agents publics aux nouvelles technologies ainsi que de multiplier les expérimentations de transactions administratives afin de permettre le plus tôt possible aux entreprises d'envoyer leurs déclarations fiscales, sociales, douanières *via* Internet. Pour certains, la France n'aurait pas les moyens de se "brancher" sur Internet. Il convient au contraire de rappeler que ce qui coûterait cher à notre pays serait de ne pas préparer l'avenir et de subir les évolutions décidées par d'autres en fonction de leurs seuls intérêts. C'est pourquoi il souhaite connaître les axes de la politique du Gouvernement en ce domaine. »

La parole est à M. Patrice Martin-Lalande, pour exposer sa question.

M. Patrice Martin-Lalande. Monsieur le ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, mes chers collègues, je souhaiterais d'abord dire avec ceux qui s'intéressent au développement d'Internet en France notre satisfaction d'avoir entendu, à Hourtin, le Premier ministre, puis d'autres membres du Gouvernement, exprimer leur engagement que la France entre dans la société de l'information et ne prenne pas davantage de retard. Il y a, en effet, fort à faire pour ne pas être distancé.

J'aimerais, si vous le permettez, préciser quelques points.

D'abord, je souhaiterais savoir, d'une part, s'il va y avoir ici, à un moment ou à un autre, un débat sur le programme du Gouvernement, afin que nous puissions faire connaître largement notre point de vue, peut-être même faire évoluer les comportements à l'intérieur de l'Assemblée nationale, toujours très en retard par rapport au Sénat dans le domaine d'Internet, et, d'autre part, si le rapport que j'avais présenté au Premier ministre précédent sera publié par la Documentation française ; en effet, il ne l'est pas encore, bien qu'ayant été consulté plus de 7 000 fois sur le serveur du ministère des postes, où il se trouve pour l'instant.

Ensuite, est-il possible de préciser les principales modalités du programme annoncé par le Premier ministre et d'en indiquer le calendrier de mise en œuvre, notamment dans plusieurs domaines essentiels : la libération de la cryptologie ; la mise en œuvre d'incitations fiscales à l'innovation technologique et à la création de nouvelles entreprises dans ce domaine ; la connexion des écoles, en

veillant à un contenu adapté à ce public par la création urgente d'un Intranet Education ; l'équipement des bureaux de poste et autres lieux publics en terminaux d'accès à Internet, si on veut que le public puisse, en attendant d'être équipé à domicile ou sur les lieux de travail, s'initier et entrer dans la société de l'information ?

Est-il possible par ailleurs de connaître les intentions du Gouvernement sur la possibilité d'encourager les administrations à utiliser le réseau en commençant par fournir une adresse électronique à chaque service et agent de l'administration, à former les agents publics aux nouvelles technologies ainsi qu'à multiplier les expérimentations – puisqu'il faut en passer par là au départ – de transactions administratives afin de permettre le plus tôt possible aux entreprises de réaliser leurs déclarations fiscales, sociales, douanières *via* Internet ?

Merci, monsieur le ministre, de nous éclairer sur ces points et peut-être de préparer ainsi un débat à l'Assemblée nationale sur ce sujet important.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie.

M. Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie. Monsieur le député, je me réjouis que vous posiez cette question au Gouvernement. Comme l'a dit le Premier ministre à Hourtin, le Gouvernement va proposer un certain nombre de mesures. La représentation nationale sera étroitement informée et même probablement associée à ce train de mesures qui aura de multiples facettes : les aspects commerciaux, sur lesquels vous avez vous-même beaucoup insisté dans votre rapport remis au Premier ministre ; les aspects d'organisation de l'administration – et je peux dire qu'en ce qui concerne l'éducation nationale, le processus est pratiquement achevé – et l'aspect éducatif, sur lequel j'aurais l'occasion de m'exprimer dans quelques semaines puisque nous avons fait le tour de la situation. Au demeurant, si celle-ci est moins préoccupante que certaines affirmations alarmistes ont pu le faire craindre, elle nécessite néanmoins un effort spécial.

A ce sujet, le problème n'est pas seulement technique ; on insiste beaucoup sur le branchement des établissements, mais le problème, c'est également l'installation et l'utilisation des nouvelles technologies pour modifier le style d'enseignement. Cela, il faut le savoir, va nécessiter du temps, parce qu'il y a, ici ou là, des réticences, voire des résistances.

Enfin, il se pose des problèmes législatifs extrêmement importants. Vous savez, monsieur le député, que la proposition 125 de votre rapport a provoqué quelques remous puisqu'il s'agissait de permettre la publicité pour l'alcool sur Internet ! Je ne crois pas que le Gouvernement y soit favorable, mais c'est une proposition parmi d'autres et votre rapport doit être effectivement mis à la disposition de la représentation nationale et du pays, parce qu'il vous a demandé un effort important et qu'il en comporte qui sont intéressantes. Par conséquent, dans ce domaine, le Gouvernement veut aller de l'avant.

Pour ce qui touche l'éducation nationale, la culture, qui nous préoccupe beaucoup, l'attitude du Gouvernement n'est pas de courir derrière les autres. La France, l'Europe, qui constituent un réservoir considérable de cultures, d'expériences, doivent développer leur voie propre pour recourir aux technologies nouvelles. Cela nous donnera l'occasion de reconcilier le système éducatif français avec la civilisation de l'image et d'établir la synthèse entre la civilisation de l'image et celle de l'écrit.

Nous sommes bien placés pour le faire, pour multiples raisons d'ordre culturel. En tout cas, la France et l'Europe doivent désormais parler d'une seule voix.

En troisième lieu, et nous en avons longuement parlé lors du sommet franco-allemand, il y aura une coordination étroite avec la République fédérale d'Allemagne. Le réseau Renater, qui joint l'ensemble des universités françaises et dont le débit va être accru par Renater II et III, sera relié dans les mois prochains au réseau entre les universités allemandes, qui vient d'être terminé.

Je crois, monsieur le député, que tout cela permettra effectivement de rendre la présence de la France dans ces nouvelles technologies plus prégnante.

Enfin, je vous annonce que nous organiserons au mois de janvier un colloque sur la recherche dans le domaine des nouvelles technologies. Cela nous permettra de constater que la France, contrairement à ce qu'on peut penser, y est très présente. Tout d'abord, dans le secteur spatial, où une technologie de pointe nous permettra prochainement de couvrir toutes les zones rurales, alors que la transmission par câble optique ou fil de cuivre devient extrêmement chère. Mais il existe bien d'autres domaines où nous sommes en avance sur tout le monde : le traitement de la musique, la fabrication des cartes à puce, etc. Nous devons montrer à nos concitoyens que la France n'est pas un pays archaïque et se trouve même souvent à la pointe du modernisme. Certes, nous avons encore des progrès à faire, un plan à développer, mais nous ne partons pas de rien.

M. le président. La parole est à M. Patrice Martin-Lalande.

M. Patrice Martin-Lalande. Merci, monsieur le ministre, de ces confirmations du Gouvernement. Mais peut-être serait-il intéressant que vous nous fournissiez ultérieurement des précisions sur le calendrier des décisions attendues, compte tenu de l'urgence de certaines d'entre elles.

En ce qui concerne la publicité sur l'alcool, c'est certainement la proposition professionnelle dont je suis le moins preneur, mais puisque vous lui avez fait un sort particulier, permettez-moi de vous rappeler que, sur Internet, il n'y a plus de frontières et qu'on peut y faire de la publicité et des offres de vente pour tous les alcools, sauf les alcools français. Au-delà de l'aspect déontologique qu'il ne faut certes pas méconnaître, il y a donc un problème d'harmonisation de nos règles avec celles des autres pays, ceux-ci pouvant faire d'ailleurs une partie du chemin.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie. Le Gouvernement a confié à un conseiller d'Etat le soin d'engager une réflexion sur les problèmes juridiques posés par Internet. Les Allemands, vous le savez, ont beaucoup avancé à ce sujet. Nous avons, en Europe, une vision différente de celle que le Président Clinton a récemment présentée : nous ne pensons pas qu'il faille laisser passer n'importe quoi sur Internet !

Le Gouvernement fera des propositions à ce sujet et organisera un débat devant la représentation nationale, car il s'agit d'une question de civilisation. Aujourd'hui, pour blanchir l'argent de la drogue, il suffit de se brancher sur Internet et d'appuyer sur un bouton, et il est impossible de suivre la trace de cet argent, car les procédures sont totalement décentralisées. Ce n'est donc pas une bonne solution de renoncer à toute réglementation.

M. Patrice Martin-Lalande. Tout à fait d'accord !

M. le ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie. Après la monnaie scripturale, nous allons avoir la « cybermonnaie », qui circulera partout, sans aucun contrôle, ce qui posera des problèmes économiques considérables, dont les gouverneurs de banque centrale commencent à s'inquiéter.

BESOINS EN PERSONNEL DANS L'ENSEIGNEMENT

M. le président. Mme Nicole Bricq a présenté une question, n° 7, ainsi rédigée :

« Mme Nicole Bricq attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie sur le problème des maîtres auxiliaires, dont les conditions de réemploi ont été définies par la circulaire du 18 juillet dernier. Tous les maîtres auxiliaires qui ont été employés en 1996-1997, ou qui n'ont pas obtenu de poste cette année-là alors qu'ils étaient en poste en 1995-1996, devaient être recrutés quelle que soit leur ancienneté. Cette décision, dont elle se félicite, met fin à une situation intolérable de précarité des maîtres auxiliaires. Cet effort considérable conduit néanmoins à un effet pervers dans la réalité. En effet, les rectorats ont reçu la directive de réemployer les maîtres auxiliaires. Mais quand ceux-ci n'existent pas dans certaines disciplines, les chefs d'établissement ne peuvent faire appel à des contractuels. C'est ainsi que, pour des enseignements très spécifiques, notamment dans les lycées professionnels, comme la céramique au lycée du Gué-à-Tresmes, à Congis-sur-Thérouanne, ou des enseignements comme celui de l'espagnol, il n'y a pas, au regard des besoins, les ressources en maîtres auxiliaires. Ainsi ces deux disciplines ne peuvent-elles être assurées. De nombreux cas de ce type existent en Seine-et-Marne. Il est bien compréhensible qu'après avoir réemployé tous les maîtres auxiliaires on ne puisse réamorcer le système. Cependant, elle lui demande les dispositions qu'il envisage de prendre pour que, dans ces disciplines très précises, l'enseignement puisse être assuré aux élèves. »

La parole est à Mme Nicole Bricq, pour exposer sa question.

Mme Nicole Bricq. Monsieur le ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, vous avez, par la circulaire du 18 juillet dernier, décidé des conditions de réemploi des maîtres auxiliaires. C'est ainsi que tous les maîtres auxiliaires employés en 1996-1997 ou, à défaut, l'année précédente, ont pu, quelle que soit leur ancienneté, retrouver un poste à la rentrée. On ne peut que se féliciter de cette mesure qui met fin à une situation de précarité intolérable.

Toutefois, comme toujours lorsqu'il s'agit de mesures générales, l'application de cette circulaire a donné lieu à des effets pervers, qui se font sentir quelques semaines après la rentrée. Les rectorats ont bien reçu l'instruction de réemploi, mais il se trouve qu'il n'existait pas de postes de maîtres auxiliaires dans certaines disciplines très spécifiques et même pour certains enseignements généraux. Or les chefs d'établissement ne peuvent faire appel à des contractuels. C'est ainsi que, dans ma circonscription, au lycée professionnel du Gué-à-Tresmes, l'enseignement de la céramique ne peut actuellement être assuré. Il en va de même pour l'enseignement de l'espagnol dans

un certain nombre d'établissements, et le cas de la Seine-et-Marne n'est certainement pas unique. Dans ces disciplines, les ressources en maîtres auxiliaires, ne correspondent pas aux besoins.

Je comprends bien qu'après avoir réemployé tous les maîtres auxiliaires, on ne puisse pas, en quelque sorte, réamorcer la pompe, car on se retrouverait, dans quelques années, face à une situation comparable à celle que vous avez voulu résorber, avec notre appui. Mais dans les disciplines très spécifiques ou les enseignements généraux que j'ai cités, quelles dispositions envisagez-vous de prendre pour que l'enseignement soit assuré aux élèves dans de bonnes conditions ?

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie.

M. Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie. Madame le député, nous avons effectivement pris la décision de réemployer 28 000 maîtres auxiliaires, effort d'autant plus considérable que nous sommes restés à l'intérieur de l'enveloppe de l'éducation nationale, sans prévoir de dotations supplémentaires à cette fin. Nous considérons en effet que ces personnels avaient été traités d'une manière un peu brutale, si ce n'est cavalière.

En contrepartie, nous avons décidé de ne plus créer de postes de maîtres auxiliaires afin d'éviter que cette situation ne se reproduise. Mais, naturellement, entre ce qu'est la décision et la manière dont l'institution y répond, il y a, dirons-nous, une certaine flexibilité. Il est très difficile de modifier en un seul jour un système qui donnait de grandes commodités aux recteurs puisque ceux-ci engageaient les maîtres auxiliaires dont ils avaient besoin et laissait l'Etat se débrouiller pour les payer et ensuite, le cas échéant, pour les licencier.

Je connais les difficultés que vous signalez. J'observe simplement que nous avons créé cette année 360 000 heures d'enseignement supplémentaires à effectifs constants. Cela veut dire que l'effort est considérable, qu'il s'agisse du réemploi de maîtres auxiliaires ou du taux plus élevé de réussite aux concours de recrutement.

Où, malgré cet effort, subsiste-t-il des difficultés ?

D'abord, dans les disciplines pointues des lycées professionnels. A cet égard, nous avons donné aux recteurs l'autorisation de recruter non pas des maîtres auxiliaires, mais des contractuels, afin de ne pas produire du personnel en surnombre.

S'agissant des enseignements généraux, nous sommes en train d'étudier avec les recteurs, que j'ai rencontrés ce matin même, les moyens d'améliorer un système de remplacement que, je vous le dis franchement, peu d'organisations toléreraient. Il aboutit, en effet, à ce que des enseignants ne soient pas employés à tel endroit, tandis qu'ailleurs, certains établissements manquent de professeurs. Nous sommes en train d'ajuster les choses, mais céder à la tentation de « fabriquer » à nouveau des maîtres auxiliaires ne serait pas une bonne solution.

Je connais les disciplines générales où des problèmes se posent, en particulier la biologie-géologie et l'espagnol. Nous allons essayer de les résoudre. Je sais bien que, pour ceux qui les subissent, la situation est intolérable, mais je vous demande un tout petit peu de patience, en attendant que le nouveau système se mette en place.

Vous savez d'ailleurs que nous avons ouvert une table ronde sur le thème « zéro défaut ». Je souhaite en effet que, dans le futur, il n'y ait plus d'élèves sans classe ou sans professeur, et je pense que nous pouvons y arriver.

Mais cela demande un changement de mentalité, y compris dans l'administration de l'éducation nationale, qui s'est parfois satisfaite de solutions de facilité et qui montre une certaine résistance à l'évolution. Je viens de le dire avec une certaine vigueur aux recteurs.

Je vous remercie, madame le député, de cette question, car le problème que vous avez posé me préoccupe énormément.

M. le président. La parole est à Mme Nicole Bricq.

Mme Nicole Bricq. Monsieur le ministre, je vous remercie de cette réponse très complète. J'aimerais simplement obtenir une petite précision. Si je vous ai bien compris, vous faites un distinguo entre l'enseignement professionnel et l'enseignement général. Pour l'enseignement professionnel, les directives aux recteurs que vous avez évoquées ont-elles déjà été données ou vont-elles l'être ?

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie. Ces instructions ont déjà été données. Mais je reconnais que, dans un certain nombre de cas, il y a eu un léger retard dans l'application. Je regrette que ce soit, hélas ! une pratique assez courante dans ce ministère.

On ne peut pas me demander de remédier en quatre mois à la désorganisation qui s'est progressivement mise en place depuis un certain nombre d'années à l'intérieur de cette structure qui ressemble à un conglomérat – pardonnez-moi ce terme géologique – de professions libérales étatisées ! (*Sourire.*)

CONSÉQUENCES DES PROJETS DE RÉFORME DE LA CARTE JUDICIAIRE

M. le président. M. François Rochebloine a présenté une question, n° 17, ainsi rédigée :

« M. François Rochebloine souhaite attirer l'attention de Mme le garde des sceaux, ministre de la justice, sur les conséquences de certaines modifications envisagées de la carte judiciaire. A l'issue de la première phase de consultation nationale mise en place par son prédécesseur, un certain nombre de propositions ont été faites visant à rationaliser et modifier les implantations judiciaires. Il lui cite notamment le cas du département de la Loire, très concerné par cette réorganisation puisque, selon les conclusions d'un rapport émanant de la cour d'appel de Lyon, deux conseils de prud'hommes et un greffe détaché du tribunal d'instance de Saint-Etienne seraient purement et simplement supprimés. Ces propositions ne manquent pas de surprendre dans la mesure où elles vont à l'encontre des objectifs affichés par la réforme de la justice. La rationalisation ainsi recherchée, qui s'appuie sur une logique de réduction du nombre de sites et exclut les réponses de proximité, risque, en effet, de conduire à concentrer encore d'avantage l'activité sur quelques juridictions et ne saurait faciliter l'accès des citoyens au service public de la justice. En conséquence, il lui demande de bien vouloir lui donner son sentiment sur ce dossier. »

La parole est à M. François Rochebloine, pour exposer sa question.

M. François Rochebloine. Madame le garde des sceaux, à l'occasion de sa déclaration de politique générale le jeudi 19 juin, le Premier ministre déclarait dans cet hémicycle : « L'égalité entre citoyens doit également être assurée devant la justice. »

Pour y parvenir, le Gouvernement a décidé de poursuivre la réforme de la carte judiciaire avec, pour objectifs prioritaires, la proximité et la rationalité. Votre prédécesseur avait engagé une consultation nationale à ce sujet, que vous avez souhaité prolonger jusqu'au 30 septembre. Nous sommes donc aujourd'hui en mesure d'analyser une première série de propositions.

C'est ainsi que, pour le département de la Loire, la cour d'appel de Lyon a produit, au début de l'été, un rapport pour avis d'une dizaine de pages, qui vous a été adressé et qui préconise notamment des modifications de la carte prud'homale départementale. Il vous est proposé, en effet, de supprimer deux conseils de prud'hommes dans l'arrondissement de Saint-Etienne, celui de Firminy et celui de Saint-Chamond.

Conformément aux recommandations de votre circulaire en date du 1^{er} juillet dernier, les motifs invoqués sont de deux ordres. D'une part, la proximité du conseil de prud'hommes de Saint-Chamond avec celui de Saint-Etienne, situé à une quinzaine de kilomètres. D'autre part, la disproportion, dans ces deux conseils, entre le nombre d'affaires traitées et l'importance des effectifs.

Inutile de préciser que ces propositions ont été fort mal accueillies localement par les organisations syndicales et patronales, mais aussi par les élus locaux qui verraient ainsi disparaître de nouveaux services publics. Quelques semaines seulement avant les élections prud'homales, vous pouvez imaginer le trouble ainsi créé.

Outre le fait que ces propositions ont été formulées sans tenir compte des démarches et avis des principaux intéressés, il importe de rappeler plusieurs éléments.

En ce qui concerne le conseil de prud'hommes de Saint-Chamond, auquel je m'intéresserai plus particulièrement, le rapport de la cour d'appel de Lyon comporte quelques inexactitudes et omissions. Il se garde bien, en particulier, de rappeler l'évolution récente de la carte prud'homale dans ce secteur du sud de la Loire. Or comment ne pas relier les orientations du rapport aux décisions prises par l'un de vos prédécesseurs, en décembre 1992 ? Les propositions émanant de la cour d'appel ne constituent nullement une innovation puisqu'elles se situent en réalité dans le prolongement de ces décisions antérieures.

Déjà la suppression du conseil de prud'hommes de Rive-de-Gier, décidée à l'époque par M. Henri Nallet, signifiait la fin des petites juridictions de proximité. Et que dire du rattachement, contre toute logique, des communes du canton de La Grand-Croix au conseil de prud'hommes de Saint-Etienne, alors que ces communes se trouvent à proximité de Saint-Chamond ? Il y a là une incohérence de taille que j'ai d'ailleurs signalée – que dis-je ? – dénoncée systématiquement depuis des années, hélas sans succès. Je note qu'il n'en est pas fait état dans le rapport de la cour d'appel.

La décision de fermeture préconisée aujourd'hui vise-t-elle à corriger cette aberration ? Certainement pas. Elle semble être, au contraire, l'aboutissement d'un processus engagé il y a plusieurs années et qui tendrait à ne laisser subsister qu'un conseil de prud'hommes au chef-lieu de l'arrondissement.

Vue de loin, l'idée de concentrer sur Saint-Etienne l'ensemble des services judiciaires pourrait paraître séduisante, mais ce serait nier les réalités locales, humaines, géographiques et économiques. Pour qui connaît la région stéphanoise et sa diversité, Saint-Etienne et ses vallées, une telle solution ne saurait faciliter l'accès des justiciables à cette juridiction.

Nous devrions avoir à cœur de tout mettre en œuvre pour que la justice soit proche des usagers et soit rapide, en particulier dans un domaine comme celui-ci. Il est anormal que, du fait de l'engorgement d'une juridiction, les délais de rendu des jugements puissent s'allonger de plusieurs mois. Une solution de proximité est sans aucun doute préférable.

A ces considérations s'ajoutent plusieurs arguments qui militent spécifiquement en faveur du maintien et du renforcement du conseil de Saint-Chamond.

Premièrement, le nombre de ressortissants s'établit aux alentours de 10 000 personnes – salariés et employeurs – Saint-Chamond comptant 40 000 habitants et étant la ville-centre d'une agglomération, au sens de l'INSEE, de plus de 80 000 habitants.

Deuxièmement, contrairement à ce qui est écrit dans le rapport, le bilan d'activité n'est pas faible, si l'on en juge, par exemple, par le nombre d'affaires traitées : 402 en 1996.

Troisièmement, il y a peu de temps, des travaux représentant un gros investissement ont été réalisés dans les locaux du conseil par la commune de Saint-Chamond.

Décidément, si cette décision, fruit d'une rationalité administrative bien éloignée de toute préoccupation d'aménagement du territoire ou de proximité du service public, devait se confirmer, c'est, j'en suis convaincu, la crédibilité même des réformes de la justice qui serait ainsi atteinte.

C'est pourquoi je vous demande, madame la ministre, de bien vouloir examiner ce dossier, que je crois bien connaître, au vu de tous les éléments que je viens de vous apporter. Je souhaiterais également que vous nous donniez des précisions sur la suite de cette refonte de la carte judiciaire.

M. le président. La parole est à Mme le garde des sceaux, ministre de la justice.

Mme Elisabeth Guigou, garde des sceaux, ministre de la justice. Monsieur le député, je vous remercie d'avoir posé cette question qui, au-delà du vôtre, concerne en réalité la plupart, sinon l'ensemble des départements.

La carte judiciaire n'a pas évolué depuis des décennies, dans certains cas depuis plusieurs siècles, et nous sommes devant une situation où certains tribunaux n'ayant que très peu d'affaires à traiter sont pratiquement tombés en déshérence, tandis que d'autres, parfois très proches géographiquement, sont surchargés de travail.

J'ajoute qu'il manque des tribunaux dans certaines villes, notamment celles qui comptent de nombreux quartiers en difficulté. Je pense en particulier à la banlieue parisienne, où certaines communes ne disposent même pas d'un tribunal d'instance, alors que leur population est très importante.

Cette situation ne peut pas durer et il faut donc réorganiser la carte judiciaire. Le problème est de savoir comment bien le faire.

Mon prédécesseur, Jacques Toubon – et non pas Henri Nallet – a engagé en mars dernier une consultation

dont vous venez de rappeler les résultats. Je n'ai pas voulu l'interrompre. J'ai simplement prorogé à la fin septembre la date à laquelle il fallait me rendre les rapports.

Constatant que cette consultation avait été engagée sans que soient précisés aux juridictions les critères d'orientation à respecter pour l'élaboration de la carte judiciaire, j'ai immédiatement indiqué qu'il fallait absolument que la concertation avec les élus locaux, les associations et les syndicats soit particulièrement étroite.

Je reçois ces jours-ci les premiers rapports ; ils sont de qualité forcément inégale, puisque très peu de directives avaient été données. J'ai demandé à la Chancellerie de les examiner, mais nous ne prendrons pas de décisions sur la seule base de ces rapports. Nous nous appuierons sur leurs conclusions pour mettre en place une réflexion beaucoup plus générale et beaucoup plus structurée, confiée à une mission que j'ai créée spécialement, car je ne crois pas que les services de la Chancellerie puissent travailler comme il le faut sur cette question, compte tenu de leurs autres charges.

J'ai demandé à cette mission de travailler en ayant à l'esprit un critère fondamental, celui de la satisfaction des usagers, car je considère que la justice est un service public.

Ayant en tête cette exigence fondamentale, il faut faire en sorte que chaque citoyen puisse avoir accès à un tribunal. Certes, il ne sera pas forcément à leur porte. Je souhaite en tout cas que nous raisonnions davantage en termes de temps de trajet que de kilométrage et que nous n'ayons pas le même regard sur les circonscriptions rurales et sur les circonscriptions urbaines, ou sur les zones de montagne et des zones de plaine car il est évident qu'il est beaucoup plus difficile de circuler dans les premières. C'est un premier point.

Deuxième point : dans ce travail qui doit être, encore une fois, extrêmement territorialisé afin de tenir compte des différentes situations, il me semble indispensable de réfléchir en termes d'organisation du travail judiciaire, c'est-à-dire contentieux par contentieux et de se poser la question de la spécialisation des tribunaux. C'est dans ce cadre que pourrait être évoquée la présence de maisons de justice – et pas forcément de tribunaux – dans les quartiers des zones urbaines.

Voilà comment nous allons travailler. Nous insisterons évidemment sur la concertation avec les élus locaux, dont je souhaite qu'elle nous éclaire.

S'agissant de votre département, monsieur le député, je vous ai écouté avec beaucoup d'attention. Vos propos figureront d'ailleurs dans les comptes rendus de l'Assemblée nationale. Il est vrai que le département de la Haute-Loire...

M. François Rochebloine. De la Loire !

Mme le garde des sceaux. ... avec 747 000 habitants, ne compte que trois tribunaux de grande instance, quatre tribunaux d'instance, cinq conseils de prud'hommes et deux tribunaux de commerce. Soyez assuré que je tiendrai le plus grand compte de vos observations et que, de toute façon, aucune décision ne sera prise sans qu'une concertation minutieuse avec les élus locaux ait pu être menée.

M. le président. La parole est à M. Rochebloine.

Compte tenu de la longueur de votre question, je suppose, mon cher collègue, que vous aurez à cœur, cette fois-ci, d'être très court. (*Sourires.*)

M. François Rochebloine. Je serai très court, monsieur le président.

Je vous remercie, madame le garde des sceaux, de votre réponse. Une précision toutefois : Saint-Chamond, comme Saint-Etienne, se trouve dans la Loire, et non dans la Haute-Loire. La Haute-Loire, c'est Yssingeaux, Le Puy, et c'est le département de M. Jacques Barrot (*Sourires.*)

Cela étant, j'ai noté avec intérêt que vous avez parlé de concertation – j'y suis particulièrement sensible – et surtout que vous souhaitez donner satisfaction aux usagers. Les propos que vous venez de tenir sont, pour moi, très importants. J'espère qu'ensemble nous permettrons à tous ceux qui auront à recourir aux conseils de prud'hommes de le faire dans les meilleures conditions.

CONDITIONS DE PUBLICATION DU RAPPORT SUR LA SITUATION DE LA CORSE

M. le président. M. José Rossi a présenté une question, n° 18, ainsi rédigée :

« M. José Rossi rappelle à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie qu'à la suite d'une indiscretion publiée par une lettre confidentielle à la fin du mois d'août l'opinion publique a eu connaissance d'extraits d'un rapport rédigé par M. Cailleteau, inspecteur général des finances, destiné au ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et relatif à la situation de la Corse. Quelques jours après, c'est l'intégralité du rapport qui a été livrée au *Journal de la Corse*. Ce document apparaît comme une charge en règle contre la société corse et ses mécanismes de fonctionnement. Certains y liront une analyse objective par certains aspects. D'autres y verront une caricature. Il souhaiterait savoir qui a commandé ce rapport, dans quelles conditions un document confidentiel destiné au ministre a-t-il été mis sur la place publique et quelle est surtout la suite que le Gouvernement entend lui donner. La réponse n'est sans doute pas simple dans la mesure où des considérations générales sur le problème corse et sur la crise que subit cette île depuis plus de vingt ans se mélangent à des informations techniques et financières qui mettent gravement en cause le bon fonctionnement des services de l'Etat. Il apparaît néanmoins souhaitable, à un moment où la Corse connaît un apaisement de la violence et commence à reprendre espoir, que l'on ne fasse pas peser sur la communauté corse un sentiment d'ostracisme qui pourrait l'éloigner de la communauté nationale. Bien au contraire, la République doit faire la démonstration que l'Etat de droit s'applique à tout le territoire national en constatant que, quand ce n'est pas le cas, le Gouvernement en est le premier responsable. »

La parole est à M. José Rossi, pour exposer sa question.

M. José Rossi. Monsieur le secrétaire d'Etat à l'industrie, comme vous le savez – et nous le déplorons tous – la Corse subit depuis de très longues années – plus d'une vingtaine – une dérive qui a conduit beaucoup de Français à s'interroger sur son appartenance pleine et entière à la République. Tout au long de cette période, elle a été victime d'une violence qui ne s'est pas démentie. L'Etat n'a pas été en mesure de garantir la sécurité et la justice, ni même de remettre cette île, qui se trouvait dans un état relatif de sous-développement, sur la voie du progrès et du développement.

Nous avons le sentiment, depuis une petite année, précisément parce que les problèmes de sécurité et de justice commençaient à s'atténuer, que les choses allaient mieux. La saison touristique, d'ailleurs, a été marquée de manière visible par une reprise que nous ne demandons qu'à voir se confirmer dans les années à venir. Bref, la Corse essayait de retrouver son équilibre, à la satisfaction de tous.

Mais, à la fin du mois d'août, *La Lettre de l'Expansion* a publié des extraits d'un rapport de l'inspection générale des finances, rédigé par M. Cailleteau. Il s'agissait en réalité d'une note confidentielle adressée à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie qui, à la suite d'indiscretion, a été portée à la connaissance de tous. Elle a même été publiée dans son intégralité par la presse locale.

Le rapport de M. Cailleteau révèle incontestablement un malaise profond de la société corse et les nombreux dysfonctionnements de l'Etat. Mais en même temps il trace un portrait parfaitement caricatural de la société corse. Est-ce bien le moment, alors que l'opinion publique nationale adopte, à l'égard de la Corse, une attitude de réserve, voire d'ostracisme ? Que n'ai-je entendu dans les couloirs de cette assemblée, lorsque l'Etat faisait jouer la solidarité nationale à l'égard de la Corse ! Nombre de mes collègues, qu'ils soient de droite ou de gauche, me demandaient si les Corses allaient néanmoins continuer à se conduire comme ils le faisaient. En fait, selon eux, les Corses devraient se sentir coupables, alors que c'est l'Etat qui a été dans l'incapacité d'assumer les missions qui sont les siennes et de faire en sorte que l'Etat de droit règne dans cette île.

Au-delà de cet épisode du rapport Cailleteau qui traduit un peu le sentiment des responsables nationaux, je voudrais savoir, monsieur le secrétaire d'Etat, si une fuite a été organisée. Je ne le pense pas, mais j'aimerais que vous me le confirmiez. Comment une note confidentielle a-t-elle pu être diffusée ? Mais au-delà – tant mieux, au fond, si elle a été publiée – il reste à savoir quel est le jugement de fond sur la situation en Corse. De quelle manière le Gouvernement compte-t-il sortir cette île de l'état dans laquelle elle se trouve ? Comment l'Etat, dont c'est la mission et la responsabilité première, entend-il assurer l'Etat de droit ?

Nous souhaiterions des actes, des résultats. Nous préférierions constater que l'Etat de droit est installé dans cette île, plutôt qu'entendre une dénonciation permanente qui fait courir le risque d'entraîner la Corse vers une démarche très autonome qui pourrait la mettre à l'écart de la communauté nationale.

Monsieur le secrétaire d'Etat, ce n'est pas une attitude critique que j'adopte à l'égard du Gouvernement, c'est une angoisse que j'exprime. Je souhaiterais que le Gouvernement nous indique quelle est sa politique à l'égard de la Corse. Au moins, aujourd'hui, pourrait-il en donner quelques lignes.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat à l'industrie.

M. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie. Monsieur le député, je vous remercie de votre question qui nous permet de bien mettre les points sur les i quant à l'attitude du Gouvernement à l'égard de la Corse.

Le rapport de l'inspection générale des finances qui a été publié dans la presse est une note interne à ce service établie par le responsable de la division territoriale de

l'inspection générale des finances, à sa seule initiative, dans le cadre de sa mission générale et permanente de suivi et d'information.

Cette précision me permet de souligner avec force qu'il ne s'agit pas d'une commande du Gouvernement, car elle ne repose pas sur la procédure contradictoire qui aurait permis de recueillir l'ensemble des avis et expertises. Vous connaissez la démarche qui, en pareil cas, est habituellement utilisée. Cette note interne exprime simplement l'analyse personnelle de son auteur qui a participé à la mission d'information de l'inspection générale des finances. Elle ne veut en aucun cas stigmatiser la situation de la Corse aux yeux du Gouvernement et encore moins amener ce dernier à faire preuve d'« ostracisme » – vous avez employé là un mot très fort – à l'égard de la Corse, tant dans sa pensée que dans son action.

La situation décrite dans la note est en effet préoccupante – vous l'avez souligné fort justement. Mais cette note est fondée sur des chiffres relativement anciens puisqu'ils datent de 1995. Or l'année 1995 a été marquée en Corse, hélas ! par de nombreuses grèves et par de nombreux attentats, notamment – hélas là encore ! – contre les locaux des services financiers de l'Etat.

Des progrès sensibles ont été réalisés en 1996. Par exemple, la note de l'inspection générale des finances indique qu'en matière de TVA le pourcentage de retardataires de plus de six mois est de 40 %. Or ce taux, qui était celui de 1994-1995, a été, dès 1996, ramené à 21 % en Haute-Corse et à 11,2 % en Corse-du-Sud, et devrait être encore réduit en 1997.

Les services du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie n'ont donc pas démerité, je tiens à le dire à tous les fonctionnaires qui le composent. Ils font preuve, dans un contexte très difficile mettant en cause souvent leur propre sécurité, d'un réel courage et d'une grande abnégation et le Gouvernement tient à les remercier publiquement.

Je tiens également à préciser qu'il faut se garder de généraliser. Il y a en Corse, et vous venez de le dire à juste titre, une très large majorité de contribuables honnêtes. Par exemple, les rendements de l'impôt sur le revenu et de l'impôt de solidarité sur la fortune sont corrects. Mais il est vrai qu'il y a aussi des fraudeurs et des mauvais payeurs, comme dans tous les départements, et je puis vous assurer qu'il n'est pas question de laisser s'instaurer en Corse un état de non-droit fiscal. La loi fiscale doit s'appliquer dans tous les départements, sur l'ensemble du territoire national. C'est le principe fondamental de l'égalité devant l'impôt que tous les députés défendent ici, quels que soient les bancs sur lesquels ils siègent.

Le Gouvernement est donc déterminé à lutter contre la fraude et les mauvais contribuables dans tous les départements, en Corse comme ailleurs.

Pour ce qui concerne les deux départements de Corse, M. Dominique Strauss-Kahn et M. Christian Sautter ont déjà mis en place un plan d'action qui a été élaboré après avoir recueilli l'avis de l'ensemble des directeurs des services financiers qui exercent leur mission en Corse. Il s'agit de mesures précises, concrètes, assorties d'un calendrier et d'objectifs quantifiés.

Mes collègues chargés de l'intérieur et de la justice sont étroitement associés à la mise en œuvre de ce plan. Mais vous comprendrez que je ne puisse pas, pour des raisons évidentes d'efficacité, vous fournir le détail des mesures qui ont été arrêtées.

Au total, monsieur le député, je peux vous assurer que le Gouvernement fera son devoir avec une grande détermination. Il s'engage devant l'Assemblée nationale à fournir, le moment venu, les résultats de cette action ferme et décidée.

M. le président. La parole est à M. José Rossi.

M. José Rossi. Je vous remercie, monsieur le secrétaire d'Etat, pour ces propos forts et clairs et je souscris bien volontiers aux orientations que vous nous proposez. Il nous restera ensemble à vérifier les résultats. Nous savons bien les uns et les autres qu'après vingt années de dérive, nous ne reconstruirons pas la Corse en quelques mois. Nous serons donc patients, mais il faut certainement une détermination très forte et une continuité dans l'action très nette pour arriver à remettre l'île sur la voie du développement.

Enfin, permettez-moi de revenir une dernière fois sur le rapport de M. Cailleateau dont vous avez bien précisé qu'il exprimait une analyse personnelle de son auteur. Sa conclusion mérite, en effet, d'être citée :

« La plupart des insulaires se trouvent bien de cette situation. Certes, d'aucuns en profitent beaucoup plus que d'autres : les élus, qui y gagnent du pouvoir à travers la distribution de nombreuses faveurs ; les socioprofessionnels, et d'abord les plus importants d'entre eux, qui compensent l'atonie de l'économie qu'entretient ce système par la réduction massive de ces charges. Mais chacun y trouve son petit bonheur. »

Je trouve ces propos très pénalisants et je me réjouis, monsieur le secrétaire d'Etat, que vous ayez évoqué la condamnation absolue de toute forme d'ostracisme à l'égard de la Corse, car nous sommes membres à part entière de la République et entendons bien le rester.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. le secrétaire d'Etat à l'industrie. Monsieur le député, le Gouvernement ne se reconnaît naturellement ni dans les termes ni dans la philosophie de la conclusion de ce rapport telle que vous venez d'en donner lecture. Je crois l'avoir démontré et je rejoins totalement les propos que vous venez de tenir avec force. Les contribuables corses sont des contribuables français comme tous les autres et la Corse, composée de deux départements, est, à l'égal des autres départements français, soumise à la loi de la République.

RÉHABILITATION DES CITÉS MINIÈRES

M. le président. M. Serge Janquin a présenté une question, n° 8, ainsi rédigée :

« M. Serge Janquin souhaite attirer l'attention de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur la situation actuelle des ayants droit du régime minier, ainsi d'ailleurs que des locataires du parc de logements sociaux que gèrent à nouveau Charbonnages de France. En 1996, la précédente majorité gouvernementale a souhaité rompre le contrat de gestion SACOMI. Les raisons qui ont été invoquées ne l'ont pas convaincu, tant la SACOMI avait permis de mettre en place une meilleure approche de la réhabilitation des cités minières, avec des rénovations de logements singulièrement améliorées quantitativement et qualitativement. Aujourd'hui, la réhabilitation des cités minières est en panne depuis près de deux ans : on exécute les fins de programmes, rien n'est arrêté des projets à

reprendre. De plus, on a assisté à un vaste mouvement des cadres de la SOGINORPA, qui a bousculé les équipes en place ; les programmes de rénovation, de gros entretien, de raccordement au réseau Gaz de France ne sont pas définis. Les personnels sont guettés par la démobilisation alors qu'ils ne demandent qu'à croire à leur travail et à le faire bien. Quant aux ayants droit et locataires, ils sont inquiets de l'avenir ; ils ne comprennent pas que les cités engagées dans la rénovation restent si longtemps à l'abandon et se dégradent. Pourtant, une existence paisible dans un logement aux normes HLM dans une cité bénéficiant de la sécurité, dans un environnement de qualité, est un droit plus que naturel pour lequel il lui demande d'intervenir fortement afin de rassurer nos populations minières. Pour cela, et pour mettre fin aux incertitudes et aux inquiétudes qui les perturbent gravement depuis la fin du contrat de gestion SACOMI et le retour à une gestion Charbonnages de France, il lui demande que soit enfin solennellement établie la gratuité du logement à vie pour les retraités mineurs et pour leurs veuves, qui constituent aujourd'hui la quasi-totalité des ayants droit du régime minier. Il souhaite également que la priorité soit accordée, en rythme, en nombre et en qualité, à la réhabilitation et à l'entretien des logements de ces ayants droit, ce qui ne serait que justice en termes de solidarité nationale, sachant que les choix, les rythmes et les coûts de rénovation et d'entretien qui sont envisagés par les nouveaux dirigeants apparaissent comme discutables et insuffisants pour achever rapidement la réhabilitation du parc de logements. Enfin, il lui demande que soit dépassé le chiffre de 2 000 rénovations à l'année, que soient pris les emprunts nécessaires pour le faire et que soient mis en place des mécanismes de compensation, au plan national, de la même nature que le conventionnement pluriannuel de type "habitat-développement" qui avait été signé en 1992 pour une durée de quatre ans. Est-il admissible aujourd'hui de faire vivre les retraités mineurs dans des logements sans chauffage central, sans isolation, sans salle de bain, sans WC intérieurs, avec souvent des problèmes d'humidité, de réseaux électriques obsolètes, aux limites de l'hygiène et de la sécurité ? En somme, il aimerait connaître les dispositions qu'il envisage de prendre, en concertation avec les élus et les forces sociales du bassin minier, au plan des institutions de gestion du patrimoine minier, au plan des objectifs et des programmes de réhabilitation, au plan des moyens de financement, pour que la rénovation du parc de logements sorte enfin de cette période d'enlisement. »

La parole est à M. Serge Janquin, pour exposer sa question.

M. Serge Janquin. Monsieur le secrétaire d'Etat à l'industrie, je souhaite attirer votre attention sur la situation actuelle des ayants droit du régime minier, ainsi que des locataires du parc de logements sociaux que gèrent à nouveau Charbonnages de France.

En 1996, la précédente majorité gouvernementale a souhaité rompre le contrat de gestion qui avait été confié à la SACOMI. Les raisons qui ont été invoquées alors ne m'ont pas convaincu, tant la SACOMI avait permis de mettre en place une meilleure approche de la réhabilitation des cités minières, avec des rénovations de logements singulièrement améliorées quantitativement et qualitativement.

Aujourd'hui, la réhabilitation des cités minières est en panne depuis près de deux ans. On a exécuté des fins de programme et rien n'est arrêté des projets à reprendre. De plus, on a assisté à un vaste mouvement des cadres de la SOGINORPA, qui a bousculé les équipes en place ; les programmes de rénovation, de gros entretien, de raccordement au réseau Gaz de France ne sont pas définis. Les personnels sont guettés par la démobilisation alors qu'ils ne demandent qu'à croire à leur travail et à le faire bien.

Quant aux ayants droit – qui, vous le savez, sont de plus en plus âgés – et aux locataires, ils sont inquiets de l'avenir et ils ne comprennent pas que les cités engagées dans la rénovation restent si longtemps à l'abandon et se dégradent. Elles se dégradent tellement que l'entreprise Charbonnages de France se sent aujourd'hui fondée à en réclamer la démolition.

Pourtant, monsieur le secrétaire d'Etat, les gens du bassin minier ne demandent rien d'autre que de vivre paisiblement dans un logement aux normes HLM, dans une cité qui bénéficie d'un minimum de sécurité, de tranquillité et dans un environnement amélioré. N'est-ce pas là un droit plus que naturel ?

C'est pourquoi je souhaite que vous interveniez très fortement, monsieur le secrétaire d'Etat, pour rassurer nos populations minières. Il faut, en effet, mettre fin aux incertitudes et aux inquiétudes qui les perturbent gravement depuis la fin du contrat de gestion passé avec la SACOMI et le retour à la gestion par Charbonnages de France.

Je vous demande que soit enfin solennellement établie la gratuité du logement à vie pour les retraités mineurs et pour leurs veuves, qui constituent aujourd'hui la quasi-totalité des ayants droit du régime minier.

Il convient également d'accorder la priorité, en rythme, en nombre et en qualité, à la réhabilitation et à l'entretien des logements de ces ayants droit, ce qui ne serait que justice en termes de solidarité nationale, sachant que les choix, les rythmes et les coûts de rénovation et d'entretien envisagés par les nouveaux dirigeants paraissent discutables et insuffisants pour achever rapidement la réhabilitation du parc de logements.

Enfin, je vous demande que soit dépassé le chiffre de deux mille rénovations à l'année, que soient souscrits les emprunts nécessaires pour le faire et que soient mis en place, au plan national, des mécanismes de compensation de même nature que le conventionnement pluriannuel de type habitat-développement qui avait été signé en 1992 pour une durée de quatre ans.

Est-il admissible, aujourd'hui, que des mineurs retraités vivent dans des logements sans chauffage central, sans isolation, sans salle de bains, sans WC intérieurs, avec, souvent, des problèmes d'humidité, de réseaux électriques obsolètes, aux limites de l'hygiène et de la sécurité ?

Rares sont ceux de vos prédécesseurs, monsieur le secrétaire d'Etat, qui se sont rendus sur place pour constater l'état des lieux, comme l'a fait Mme Lienemann. Je vous y invite donc. Vous serez bien reçu si vous êtes porteur de bonnes paroles pour le bassin minier.

Quelles dispositions envisagez-vous de prendre, en concertation avec les élus et les forces sociales du bassin minier, qu'il s'agisse des institutions de gestion du patrimoine minier, des objectifs et des programmes de réhabilitation ou des moyens de financement, pour que la rénovation du parc de logements sorte enfin de cette période d'enlisement ?

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat à l'industrie.

M. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie. Je vous remercie, monsieur Janquin, d'avoir posé cette question qui va me permettre de préciser comment le Gouvernement envisage l'avenir de la SOGINORPA, filiale de Charbonnages de France, qui gère le patrimoine immobilier dont vous venez de dénoncer la vétusté, dans certains cas, en en soulignant le caractère inacceptable pour les ayants droit du statut du mineur. Nous approuvons d'ailleurs tout à fait votre désir que soit revue l'intervention de cette société en faveur des ayants droit.

Nous sommes attachés à la bonne gestion de la SOGINORPA, compte tenu des enjeux que son action recouvre en termes d'acquis sociaux, d'aménagement du territoire et d'emploi.

Je tiens d'abord à assurer à l'ensemble des ayants droit, qu'ils soient actifs ou retraités, qu'ils continueront à bénéficier, comme par le passé, du maintien de la gratuité de leur logement. Le Gouvernement veillera à ce que cette obligation sociale de l'entreprise publique soit respectée, quelle que soit la structure de gestion du parc immobilier de Charbonnages de France.

Le Gouvernement est également particulièrement attentif à ce que les mineurs et leurs ayants droit bénéficient de logements mis aux normes du confort moderne. L'effort de réhabilitation des logements va être relancé et même accéléré, comme vous le souhaitez, dans la limite des possibilités financières de l'entreprise et des autres aides de l'Etat aux logements sociaux susceptibles d'être mobilisées. Pour accélérer cette action, la SOGINORPA est désormais autorisée à recourir à l'emprunt, ce qui va bien évidemment contribuer à la relance, que je souhaite forte, de son programme de réhabilitation.

Le gouvernement précédent avait décidé qu'une réforme des statuts de la SOGINORPA était nécessaire au vu du rapport conjoint de l'inspection des finances et du conseil général des mines. Le contrat de gestion avec la SACOMI a été résilié et la SOGINORPA dispose de nouveaux statuts depuis le 1^{er} janvier 1997.

Je partage totalement votre souci que cette société sorte définitivement de la période d'incertitude qu'elle a connue et retrouve un fonctionnement adéquat qui puisse se traduire par une accélération du rythme des mises en chantier. Par ailleurs, une convention d'aide a été signée avec l'agence nationale pour l'amélioration de l'habitat.

La direction générale de la SOGINORPA travaille à l'élaboration d'un plan de rénovation du patrimoine pour les dix prochaines années. J'attache une très grande importance à ce que l'ensemble des partenaires concernés par l'avenir du parc immobilier – les élus, comme vous-même, les ayants droit, les locataires et les représentants des organisations syndicales – soient pleinement associés à l'examen de ces perspectives. Je veillerai personnellement à ce que les instances de concertation et de décision mises en place au sein de la SOGINORPA aient leur pleine efficacité.

Vous pouvez donc constater que le Gouvernement se fixe et fixe à la SOGINORPA des objectifs ambitieux dans l'intérêt des populations du bassin minier du Nord - Pas-de-Calais. Le maintien de cette société dans le secteur public sera la garantie que la mise en œuvre des mesures dont je viens de parler fera l'objet de la plus extrême attention de notre part et améliorera la vie quotidienne de ceux dont vous avez souligné qu'ils ne dispo-

saient pas du confort qu'un travailleur ou un ancien travailleur est en droit d'attendre de la part de la collectivité qui l'entoure.

M. le président. La parole est à M. Serge Janquin.

M. Serge Janquin. Monsieur le secrétaire d'Etat, je vous remercie de votre réponse qui affirme avec force à la fois les principes et les engagements du Gouvernement à l'égard de la population minière.

Il conviendra toutefois de préciser certains principes sur lesquels il faudra trancher.

D'abord, la rénovation du patrimoine minier doit reposer sur une clarification de la dévolution de la gestion du patrimoine. Alors qu'il s'agissait d'une entreprise industrielle à caractère minier qui ne faisait du logement social qu'accessoirement, Charbonnages de France qui se meurt en tant qu'industriel, ne survit plus que par sa fonction accessoire. Cette situation a quelque chose d'illlogique, d'autant que son approche est essentiellement patrimoniale et pas du tout sociale, ce que je regrette.

Ensuite, il faudra affirmer la stabilité et la pérennité des institutions, des structures, des objectifs et des modes de gestion afin qu'ils puissent résister aux alternances politiques. Vous conviendrez que cela est absolument indispensable.

Enfin il sera nécessaire d'assurer la transparence dans les rapports entre, d'une part, le gestionnaire et, d'autre part, les élus, les ayants droit, les locataires ou leurs représentants.

Je tiens également à insister sur le caractère d'urgence. L'avantage qu'a un élu de la nation qui est en même temps élu local est d'être au contact direct de ses concitoyens, ce qui lui permet de bien connaître les problèmes quotidiens qu'ils rencontrent. Hier encore, des personnes âgées habitant ces logements me disaient leur inquiétude quant aux risques d'accidents que fait courir l'état de délabrement de certaines cheminées. Monsieur le secrétaire d'Etat, s'il advenait que, parce que les conditions de sécurité ont été mal remplies, un drame se produise, je n'hésiterais pas à mettre en cause le propriétaire, c'est-à-dire Charbonnages de France, pour non-respect de ses obligations légales, au civil comme au pénal, parce qu'il aurait fait courir des risques inacceptables aux occupants.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat à l'industrie.

M. le secrétaire d'Etat à l'industrie. Je veux vous assurer une nouvelle fois, monsieur Janquin, de l'attention que porte le Gouvernement à ce problème. Je vous propose, ainsi qu'aux autres parlementaires concernés, de refaire le point, documents sur table, dans six mois pour bien mesurer que notre détermination aura été suivie d'effets, que les engagements que je viens de prendre au nom du Gouvernement auront été respectés et que la SOGINORPA aura su faire face concrètement aux responsabilités que nous lui avons assignées dans le cadre que je viens de rappeler.

M. Serge Janquin. J'en accepte l'augure.

EFFECTIFS DE POLICE À BRUNOY ET MONTGERON

M. le président. M. Nicolas Dupont-Aignan a présenté une question, n° 12, ainsi rédigée :

« M. Nicolas Dupont-Aignan attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur le niveau très insuffisant des effectifs de police dans les commissariats

de Brunoy et de Montgeron, dans l'Essonne. Par courrier du 8 juillet 1997, il l'avait déjà alerté sur le fait que ces deux commissariats sont parmi ceux du département qui connaissent depuis longtemps les plus faibles effectifs. La circonscription de police de Montgeron ne compte en effet que 1 policier pour 882 habitants et celle de Brunoy 1 pour 845. Par comparaison, les circonscriptions voisines d'Athis-Mons ou d'Evry-Corbeil en comptent respectivement 1 pour 613 et 1 pour 657, sans même parler des chiffres du Val-de-Marne et de Paris. Au cours de l'été, le nombre de policiers a encore baissé, le départ de certains agents n'ayant pas été compensé. En outre, les effectifs réels sont encore moins importants que ceux officiellement communiqués, car certains postes, bien que budgétés, ne sont pas occupés. Pourtant, les statistiques de la délinquance et de la criminalité dans les communes de Brunoy, Crosne, Montgeron, Vigneux et Yerres ne justifient en rien cette faiblesse des moyens de la police nationale. De nombreux braquages de commerce et actes de violence urbaine ont eu lieu pendant l'été, renforçant un peu plus le sentiment d'insécurité et d'exaspération de la population. Une pétition lancée par le député et demandant le renforcement des effectifs de police a d'ailleurs d'ores et déjà recueilli plus d'un millier de signatures. Il lui demande donc s'il compte augmenter de manière conséquente le nombre de policiers dans les deux commissariats de Brunoy et de Montgeron pour permettre leur affectation au plus près de la population et répondre à son inquiétude. »

La parole est à M. Nicolas Dupont-Aignan, pour exposer sa question.

M. Nicolas Dupont-Aignan. Ma question concerne la situation de la police nationale dans le département de l'Essonne, plus particulièrement dans les commissariats de Brunoy et de Montgeron.

Par courrier en date du 8 juillet 1997, j'ai appelé l'attention de M. Chevènement sur le niveau très insuffisant des effectifs dans ces deux commissariats, car ils sont parmi les plus faibles du département. Ainsi, la circonscription de police de Montgeron, qui comprend plus de 80 000 personnes avec les villes de Crosne, Montgeron, Vigneux et Draveil, ne compte qu'un policier pour 882 habitants et celle de Brunoy ne dispose que d'un policier pour 845 habitants, alors que les circonscriptions voisines d'Athis-Mons et d'Evry-Corbeil en comptent respectivement un pour 613 et un pour 657, sans parler de la situation en petite couronne, où l'on se rapproche d'un policier pour 350 habitants, ou de celle à Paris.

Cette disproportion entre les effectifs de police à Paris ou en petite couronne et ceux de la grande couronne, où la population a considérablement augmenté au cours des quinze dernières années, pose de réels problèmes de sécurité. Pourtant, au cours de l'été et après ce courrier du 8 juillet, auquel je n'ai d'ailleurs toujours pas obtenu de réponse, le nombre de policiers a encore baissé dans ces commissariats, le départ de certains agents n'ayant pas été compensé.

En outre, j'ai découvert que les effectifs réels sont moins importants que ceux officiellement communiqués par la préfecture, car certains postes, bien que budgétés, ne sont pas occupés. Par exemple, des emplois de brigadier sont ouverts à des promotions, mais de nombreux agents de police de province préfèrent refuser ces postes, renonçant ainsi à une promotion, car ils ne veulent pas exercer dans ces commissariats de grande couronne où les

problèmes de délinquance sont lourds. M. Le Roux, député socialiste, a d'ailleurs, dans un rapport récent, soulevé ce problème grave de la police nationale dans les zones urbaines en difficulté.

Pourtant, les statistiques de la délinquance et de la criminalité dans le nord-est du département de l'Essonne, ne justifient en rien la faiblesse des effectifs et la disproportion de traitement entre petite et grande couronne. Une pétition sur ce sujet a recueilli près de 2 000 signatures en moins de quinze jours. Cela prouve que nos habitants sont inquiets et qu'ils aimeraient que, dans leur circonscription, la police soit plus présente et mieux à même de remplir ses missions.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat à l'industrie.

M. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie. Monsieur le député, vous attendez des éléments précis de la part du Gouvernement. Sachez que le ministre de l'intérieur, conscient de la situation des circonscriptions de Brunoy et de Montgeron, qui ont enregistré des départs de fonctionnaires au mouvement général des personnels intervenus le 1^{er} septembre 1997, a pris plusieurs dispositions pour pallier cet état de fait.

Ainsi, à l'issue de la 144^e promotion de gardiens de la paix stagiaires, trois fonctionnaires ont rejoint, début septembre 1997, le commissariat de Brunoy et deux celui de Montgeron. Le 1^{er} octobre 1997, ces deux services ont vu leur potentiel augmenter respectivement d'un et de deux gardiens issus de la 145^e promotion pour atteindre 112 fonctionnaires et 9 policiers auxiliaires à Brunoy, 118 fonctionnaires et 11 appelés du contingent à Montgeron.

La possibilité d'accentuer cet effort lors des prochains mouvements de personnels sera examinée avec une attention particulière pour ces deux circonscriptions qui bénéficieront, dans l'attente, de l'appui opérationnel renforcé des unités spécialisées départementales et des patrouilles effectuées par les compagnies républicaines de sécurité.

En outre, ces communes devraient prochainement se voir attribuer des adjoints de sécurité au titre du programme du Gouvernement en faveur de l'emploi des jeunes. Ces affectations renforceront les capacités opérationnelles des commissariats et permettront un redéploiement des fonctionnaires sur la voie publique, de nature à intensifier la lutte contre la délinquance.

Dans ce domaine, les efforts déployés par les fonctionnaires de ces deux circonscriptions de l'Essonne – fonctionnaires auxquels il faut rendre hommage – ont provoqué une régression de la criminalité depuis plusieurs années.

Ainsi, à Montgeron, la délinquance générale et celle sur la voie publique ont régressé, au cours des trois dernières années ; cette diminution a été respectivement de 7,9 % et 10,4 % en 1996 par rapport à 1995. Durant cette même période, le nombre des faits constatés et celui des délits de voie publique ont diminué de 9,8 % et de 13,1 % dans la circonscription de Brunoy.

Cette tendance à la baisse s'est confirmée au cours des huit premiers mois de l'année 1997 comparés à la même période de 1996. En effet, de nouvelles diminutions de la délinquance générale et de celle sur la voie publique ont été enregistrées à Montgeron – 13,5 % et 13,9 % – et à Brunoy : 12,1 % et 11,9 %.

Pour les délits de voie publique, la baisse a été significative dans les deux circonscriptions. Elle a en effet atteint, pour les vols avec violence, 32,1 % à Montgeron

et 17,7 % à Brunoy ; pour les vols à la roulotte, 20,1 % à Montgeron et à Brunoy, pour les cambriolages 6,6 % à Montgeron et 14,7 % à Brunoy et, pour les dégradations, 13 % à Montgeron et 12,3 % à Brunoy.

Ces résultats démontrent, aux yeux de mon collègue M. Chevènement et aux yeux du Gouvernement, une volonté affirmée de lutter contre la criminalité et d'assurer la sécurité des personnes et des biens, à laquelle le Gouvernement, comme vous le savez, est très attaché.

M. le président. La parole est à M. Nicolas Dupont-Aignan.

M. Nicolas Dupont-Aignan. Je remercie M. le ministre de l'intérieur de ces précisions. Je lui ferai simplement remarquer que l'arrivée de quatre fonctionnaires supplémentaires au commissariat de Brunoy ne suffit pas à compenser les huit départs enregistrés au début de l'été.

J'ajoute que les adjoints de sécurité qui vont rejoindre notre département ne feront que remplacer les appelés du service national qui sont actuellement sur le départ. Cela signifie que les effectifs globaux ne vont pas augmenter. Bien au contraire, il subsistera un déficit de quatre agents à Brunoy et de cinq ou six à Montgeron.

Le fait que vous ayez évoqué les statistiques de la délinquance, monsieur le secrétaire d'Etat, me conduit à rappeler que, depuis plusieurs années et quels que soient les gouvernements, dès qu'est posée une question sur les effectifs de sécurité, il est répondu que la délinquance diminue. Il est vrai que, grâce à un effort des services de police et à une meilleure organisation, certains actes de délinquance ont diminué. Mais quand, dans une circonscription de 80 000 habitants, on ne compte que 77 à 80 agents en tenue pour assurer le service sept jours sur sept, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, cela signifie qu'il n'y a qu'une voiture en circulation, trois agents dans le commissariat et cinq agents disponibles sur la voie publique.

Dans ces conditions, il devient extrêmement difficile d'assurer la sécurité sur la voie publique dans une zone de 80 000 habitants qui comprend plusieurs cités difficiles. La situation est telle que certaines victimes renoncent à porter plainte. Si le nombre de certains actes de délinquance a diminué, paradoxalement le sentiment d'insécurité s'est accru. Dans certains quartiers les commerces ferment car leur sécurité n'est pas garantie.

M. le président. La parole est M. le secrétaire d'Etat.

M. le secrétaire d'Etat à l'industrie. Le renforcement des moyens humains et matériels de la police, notamment dans les zones où, en raison de la concentration de l'habitat, subsistent des problèmes particuliers fait partie des objectifs du Gouvernement.

Ainsi, monsieur le député, j'ai indiqué, au nom de M. Chevènement, que la nomination d'adjoints de sécurité allait contribuer, avec d'autres mesures qui ont été ou qui vont être prises, notamment dans les communes que vous avez citées, à améliorer très nettement la sécurité des biens et des personnes. Nous allons dans le bon sens, et je vous remercie encore une fois de votre question.

DIFFICULTÉS DES MARAÎCHERS DE SAINT-OMER

M. le président. M. Michel Lefait a présenté une question, n° 9, ainsi rédigée :

« M. Michel Lefait rappelle à M. le ministre de l'agriculture et de la pêche que la région Nord - Pas-de-Calais a toujours été une terre de tradition agri-

cole et le bassin audomarois, dont il est l'élu, plus particulièrement une terre de cultures maraîchères. Le marais maraîcher de Saint-Omer comprend ainsi plus de 180 exploitants dont l'activité est principalement orientée vers la production du chou-fleur. Aux difficultés déjà bien connues de la profession, les conditions climatiques particulières des mois de juillet et d'août derniers ont totalement déréglementé le marché. En effet, les fortes chaleurs de cet été ont provoqué un brusque apport de choux-fleurs sur le marché, entraînant la chute des prix : du 20 juillet au 17 août 1997, le prix moyen de campagne a ainsi chuté de 0,86 franc par tête, soit un prix "aiguille" moyen par tête de 2,66 francs au 17 août 1997, alors qu'il était de 3,52 francs au 20 juillet. Sachant que le mois d'août a été le mois de consommation le plus faible, il en résulte pour les producteurs maraîchers un manque à gagner considérable, beaucoup d'entre eux ayant été contraints de retirer du marché leur production pour servir à l'alimentation du bétail. Compte tenu de la situation qu'il vient de lui décrire, il lui serait très agréable de savoir quelles mesures le Gouvernement pourrait prochainement arrêter afin de venir en aide aux maraîchers de l'Audomarois particulièrement touchés par la crise exceptionnelle du chou-fleur cet été. »

La parole est à M. Michel Lefait, pour exposer sa question.

M. Michel Lefait. Monsieur le ministre de l'agriculture et de la pêche, la région Nord - Pas-de-Calais a toujours été une terre de tradition agricole et le bassin audomarois, dont je suis l'élu, est plus particulièrement une terre de cultures maraîchères. Le marais maraîcher de Saint-Omer comprend ainsi plus de 180 exploitants, dont l'activité est principalement orientée vers la production du chou-fleur.

Aux difficultés déjà bien connues de la profession, se sont ajoutées les conditions climatiques particulières des mois de juillet et d'août derniers, qui ont totalement déréglementé le marché. En effet, les fortes chaleurs de cet été ont provoqué un brusque apport de choux-fleurs sur le marché, entraînant la chute des prix : du 20 juillet au 17 août 1997, le prix moyen de campagne a ainsi chuté de 0,86 franc par tête, soit un prix « aiguille » moyen par tête - il y a un marché au cadran chez nous - de 2,66 francs au 17 août 1997, alors qu'il était de 3,52 francs au 20 juillet.

Le mois d'août ayant été le mois de consommation le plus faible, il en a résulté pour les producteurs maraîchers un manque à gagner considérable, beaucoup d'entre eux ayant été contraints de retirer du marché leur production pour servir à l'alimentation du bétail.

Compte tenu de la situation que je viens de décrire, il me serait très agréable de savoir quelles mesures le Gouvernement pourrait prochainement arrêter afin de venir en aide aux maraîchers de l'Audomarois, particulièrement touchés par la crise exceptionnelle - on n'en avait pas connu une aussi importante depuis trente ans - du chou-fleur cet été.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture et de la pêche.

M. Louis Le Penec, *ministre de l'agriculture et de la pêche.* Monsieur le député, vous avez rappelé en termes précis le déroulement de la campagne du chou-fleur d'été dans le Nord - Pas-de-Calais, campagne qui - vous l'avez souligné - n'a pas été facile, c'est le moins que l'on puisse dire.

Vous avez évoqué les conditions climatiques, notamment les fortes chaleurs du mois d'août, qui ont en effet entraîné un déséquilibre de l'offre et de la demande, dû notamment à l'accroissement de la récolte, alors que, parallèlement, l'intérêt des consommateurs se reportait sur des produits mieux adaptés aux températures saisonnières.

Afin d'enrayer à temps les perturbations de marché, j'ai donné des instructions à mes services pour assurer une veille permanente des produits sensibles du secteur des fruits et légumes. Le bassin de production du Nord - Pas-de-Calais, qui englobe la zone maraîchère de Saint-Omer, est tout particulièrement concerné par ce dispositif de veille.

Dans le prolongement de cette surveillance, l'ONIFLHOR a été chargé de déclencher toutes les mesures destinées à favoriser l'écoulement de l'offre toutes les fois qu'elle est excédentaire. C'est ainsi qu'ont été soutenus les courants commerciaux à l'exportation.

La promotion de ces produits sur le marché intérieur a largement été renforcée pendant les périodes de forte production.

Enfin, des dispositions ont été prises pour favoriser les livraisons destinées à la transformation industrielle.

Ces mesures ont permis de limiter l'impact des difficultés du mois d'août sur le résultat de la campagne du chou-fleur d'été, qui s'est déroulée, par ailleurs, dans un contexte plus favorable en juin et en septembre.

Je viens de me faire communiquer le bilan global qui a été établi à partir des quantités totales commercialisées et du prix moyen à l'expédition. Il sera nettement supérieur à celui de l'année dernière et se situera à un niveau proche de la moyenne.

Voilà, monsieur le député, les données que je peux porter à votre connaissance.

M. le président. La parole est à M. Michel Lefait.

M. Michel Lefait. Je remercie M. le ministre des informations et des indications qu'il vient de donner.

Je précise que la campagne du chou-fleur n'est pas terminée – elle se prolonge jusqu'à la fin du mois d'octobre au moins – et, actuellement, rencontre des difficultés nouvelles du fait de la concurrence avec le chou-fleur breton qui arrive sur le marché.

J'appelle aussi l'attention de M. le ministre et du Gouvernement sur la nécessité de prendre des mesures à long terme pour le marais audomarois, qui constitue une entité écologique et environnementale fort précieuse et rare. Situé dans un parc naturel régional, il n'existe que parce qu'il est cultivé, entretenu par l'homme depuis le Moyen Âge. Or, si les maraîchers venaient à disparaître – il en part chaque année, malheureusement, un nombre important – c'en serait fini de ce sanctuaire écologique et environnemental, ô combien important et précieux pour l'ensemble de la région Nord - Pas-de-Calais, qui compte plus de 4,4 millions d'habitants.

M. le président La parole est à M. le ministre.

M. le ministre de l'agriculture et de la pêche. Je remercie M. Lefait d'attirer l'attention sur la dimension humaine et l'équilibre de l'écosystème. Je connais ces données et je sais toute l'attention qu'il y porte.

Je suis informé des nouveaux développements, disons conjoncturels, de la commercialisation du chou-fleur dans sa région. Nous réfléchissons à de nouvelles méthodes d'accompagnement de l'organisation commune du marché qui se met en place progressivement. J'ai constitué un

groupe de travail qui ne manquera pas de faire des propositions à la lumière des premières périodes de fonctionnement de cette organisation commune du marché des fruits et légumes.

LUTTE CONTRE LA POLLUTION PAR LES NITRATES

M. le président. Mme Sylvia Bassot a présenté une question, n° 15, ainsi rédigée :

« Mme Sylvia Bassot interpelle M. le ministre de l'agriculture et de la pêche sur le manque de cohérence entre le décret n° 96-163 du 4 mars 1996 relatif à l'élimination de la pollution par les nitrates dans l'ensemble des exploitations agricoles et le "programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole" (PMPOA), défini par le décret n° 93-1038 du 27 août 1993, applicable aux élevages d'une capacité supérieure à 70 UGB (unités gros bétail). Au-delà de la divergence des positions entre les ministères de l'agriculture et de l'environnement, les éleveurs de l'Orne souhaitent en effet une plus grande cohérence en matière de prescriptions contre la pollution par les nitrates à partir des sources agricoles. En conséquence, elle lui demande les mesures qu'il entend prendre à cet effet. »

La parole est à Mme Sylvia Bassot, pour exposer sa question.

Mme Sylvia Bassot. Monsieur le ministre de l'agriculture et de la pêche, la Communauté européenne a adopté en 1991 une directive pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole, qui doit déboucher sur des programmes d'action dans les zones les plus vulnérables aux pollutions par les nitrates.

Le contenu de ces programmes d'action a été précisé par le décret de 1996 ; ils concernent tous les élevages et doivent être enregistrés avant le 2 octobre 2000.

Parallèlement, le programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole vise à la mise aux normes des bâtiments d'élevage, avec une aide financière de l'État et des agences de l'eau. Cependant, ce PMPOA ne concerne que les élevages d'une capacité supérieure à 70 UGB, alors que le programme d'action, dans les quatre zones vulnérables, concerne tous les élevages. Il n'est pas cohérent que ce programme d'aide ne coïncide pas avec les obligations créées par la loi. En zones vulnérables, en effet, les petites exploitations se retrouvent exclues du dispositif d'intervention alors même qu'elles sont susceptibles d'être sanctionnées.

Pour sa part, le ministère de l'environnement a confirmé qu'il n'est pas souhaitable de conditionner le respect des programmes d'action en zones vulnérables au programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole.

Monsieur le ministre, quelles mesures comptez-vous prendre en faveur d'une plus grande cohérence de l'ensemble des contraintes et des aides contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles ?

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture et de la pêche.

M. Louis Le Pensec, ministre de l'agriculture et de la pêche. Madame le député, vous me posez une question éminemment complexe et d'une singulière actualité.

Deux décrets concernent l'application de la directive communautaire « nitrates ».

Il s'agit, tout d'abord, du décret du 27 août 1993, relatif à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole. Il détermine les conditions de désignation de ce que l'on appelle les zones vulnérables.

Le second décret du 4 mars 1996 est relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole.

Il prévoit que, dans chaque zone vulnérable définie conformément au décret du 27 août 1993, des programmes d'action seront mis en œuvre. Ces programmes comportent un diagnostic de la situation locale, précisent les modalités d'épandage et de fertilisation et définissent des prescriptions relatives au stockage des effluents d'élevage.

On voit donc bien que ces deux décrets n'ont pas le même champ et qu'ils contribuent, sans se contredire, à la mise en œuvre dans notre pays de la directive communautaire sur les nitrates.

Je pense que la question de fond qui est posée est celle de la liaison de la directive nitrates et de la mise en œuvre des programmes de maîtrise des pollutions d'origine agricole. Ces programmes concernent en effet les élevages les plus importants qui, en contrepartie de leur intégration en 1999 dans le système des redevances payées aux agences de l'eau, peuvent contracter avec l'État et les agences de l'eau afin d'améliorer leurs bâtiments d'élevage et leurs pratiques de fertilisation.

En relation avec Mme le ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, j'ai engagé la concertation avec les organisations professionnelles agricoles afin qu'un traitement plus juste entre les élevages soit rétabli dans le cadre de ces programmes.

Un traitement plus juste, cela veut dire prenant aussi en compte les besoins des élevages moins importants.

Il s'agit en particulier de plafonner les aides publiques accordées aux élevages les plus importants, afin de permettre à des élevages de taille modeste d'accéder aux financements publics dès lors qu'il se trouvent dans des zones sensibles.

Cette concertation doit produire ses effets puisque, avant un mois, le ministre de l'agriculture et le ministre de l'environnement feront connaître les dispositions arrêtées pour l'infléchissement des PMPOA.

A ce stade, les propositions avancées ne concernent qu'une région, la Bretagne, dans la mesure où nous y étions confrontés à une situation beaucoup plus aiguë que celle de votre département, madame le député, mais les dispositions qui seraient arrêtées là pourraient être étendues ultérieurement.

M. le président. La parole est à Mme Sylvia Bassot.

Mme Sylvia Bassot. Je vous remercie de ces précisions, monsieur le ministre. Elles sont de nature à satisfaire les agriculteurs qui avaient besoin de clarifications sur les contraintes qui pèsent sur eux.

Je souhaite que le département de l'Orne et la région Basse-Normandie puissent bénéficier du même projet que celui qui est envisagé pour la Bretagne.

CONSÉQUENCES DE L'EXTENSION DES PISTES DE ROISSY

M. le président. M. Yves Cochet a présenté une question, n° 2, ainsi rédigée :

« M. Yves Cochet attire l'attention de M. le ministre de l'équipement, des transports et du logement sur sa récente décision d'autoriser l'extension des pistes de Roissy. Le principal argument avancé a trait au développement de l'emploi. Or le double-

ment des pistes n'équivaut pas au doublement des emplois. De ce point de vue, il serait utile que soit portée dès à présent à la connaissance de l'opinion publique une évaluation précise du nombre d'emplois induits par l'extension et de définir à quelle hauteur sera alimenté le fonds local de répartition des retombées économiques et fiscales. Le souhait exprimé par le ministre de voir intégrer les futures infrastructures aéroportuaires à un aménagement du territoire plus équilibré apparaît antinomique avec l'extension de Roissy. Il lui demande comment le Gouvernement compte développer les transports en commun dans la zone, comment aménager les dessertes routières et ferroviaires, notamment le Trans-Val-d'Oise, de manière à maîtriser la saturation du trafic routier induit. Il lui demande de préciser comment seront mises en œuvre des mesures suffisantes de lutte contre les nuisances sonores et quel sera le niveau exact du plafonnement du bruit. Il souhaiterait savoir si le délai de mise en œuvre du plan de gêne sonore sera raccourci et comment s'effectueraient les mesures réelles du bruit au sol. Enfin, il lui demande s'il n'envisage pas un couvre-feu total sur les vols de nuit. »

La parole est à M. Yves Cochet, pour exposer sa question.

M. Yves Cochet. Monsieur le ministre de l'équipement, des transports et du logement, votre gouvernement a décidé récemment l'extension de l'aéroport de Roissy. Cette décision rencontre une certaine opposition non seulement de la part des habitants de la région de Roissy, mais aussi parmi les personnes qui s'occupent de l'aménagement équilibré du territoire. Je suis d'ailleurs moi-même opposé à cette extension et vous l'ai fait connaître, monsieur le ministre.

Plusieurs arguments sont avancés par le Gouvernement et par les partisans de cette extension.

Le premier concerne l'emploi. J'en suis évidemment préoccupé comme le Gouvernement et chacun des membres de cette assemblée, mais on ne sait pas exactement – des chiffres fantaisistes ont circulé de la part de certains opérateurs – quelle sera l'incidence sur l'emploi local et régional de l'extension de l'aéroport de Roissy.

Le second argument porte sur la répartition plus juste des retombées économiques et fiscales de cette extension. En effet, bien que l'aéroport de Roissy existe depuis de nombreuses années, ce sont surtout certaines communes très proches qui ont jusqu'à présent « bénéficié » du fonds local de répartition. Nous souhaitons que toutes les communes qui sont concernées par l'aéroport, et qui sont fort nombreuses, puissent avoir part à la discussion sur la manière dont seront réparties les retombées économiques et fiscales.

Le troisième argument concerne l'aménagement du territoire. Je crois qu'il eût été possible – il est encore possible – que d'étendre non pas Roissy, mais d'autres aéroports. Si ces pistes sont construites, non seulement il y aura à peu près doublement des mouvements d'avions pendant l'année et même minute par minute – j'en parlerai tout à l'heure – mais aussi sans doute augmentation de toutes les infrastructures terrestres de transports en particulier. Nous sommes évidemment favorables, comme la plupart des habitants du Val-d'Oise dont je suis élu, aux transports en commun, mais j'ai compris, lorsque vous avez annoncé cette décision, qu'il y aurait d'autres propositions d'augmentation des infrastructures de trans-

ports terrestres, notamment l'élargissement de l'autoroute A1. Une quatrième voie me paraît tout à fait impossible, mais sans doute allez-vous nous éclairer sur ce point.

Le quatrième argument qui touche directement les riverains des départements concernés porte sur les nuisances sonores. Le doublement des mouvements d'avions va gêner un plus grand nombre de personnes. Actuellement, à peu près 350 000 personnes entendent ce qui se passe à Roissy ; il y en aura à peu près 500 000 demain. Les questions sont, sur ce point, beaucoup plus précises.

Vous avez indiqué qu'il était question de plafonner le bruit. Qu'est-ce que cela veut dire ? Est-ce un plafond global annuel ? Pouvez-vous nous éclairer ?

Ce que l'on appelle le plan de gêne sonore doit être de nouveau réétudié. Dans quels délais ?

S'agissant des mesures réelles de bruit au sol, on peut placer des sonomètres sur l'aéroport, mais les riverains n'habitent pas sur l'aéroport ; ils habitent parfois à des dizaines de kilomètres. Plusieurs riverains qui sont venus me voir à ce sujet ont proposé de poser des sonomètres dans leur jardin pour vraiment mesurer la gêne sonore ressentie notamment la nuit. A ce propos, une question assez grave se pose : sur les aéroports parisiens, Orly n'a pas de vols de nuit ; Roissy en a et en aura de plus en plus. De cinq heures du matin jusqu'à vingt-trois heures trente le soir, c'est vraiment intenable pour tout le monde. Nous proposons un couvre-feu total sur les vols de nuit. Quelle est votre intention ?

Enfin, le cinquième argument porte sur l'institution indépendante. Elle a été créée par un décret du 27 mars dernier. Nous pensons que sa composition n'est pas satisfaisante dans la mesure où les élus locaux, qui représentent les riverains, mais aussi les associations, n'en sont pas parties prenantes ; nous souhaitons qu'ils le soient. Êtes-vous favorable à un élargissement démocratique de cette institution indépendante ? Si oui, sera-ce par un décret ou par une loi, ce qui permettrait à la représentation nationale de s'en saisir, ce que nous préférons ?

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'équipement, des transports et du logement.

M. Jean-Claude Gayssot, *ministre de l'équipement, des transports et du logement.* Monsieur le député, je vous remercie de cette question qui me permettra de préciser à nouveau les dispositions qui sont prises.

Le site de Roissy est un pôle économique fort.

Le nombre d'emplois situés sur l'emprise de la plate-forme de Roissy s'élevait à près de 50 000 en 1996 avec plus de 500 entreprises implantées sur le site pour, avec les emplois indirects, un total d'environ 100 000 emplois en Ile-de-France.

La décision d'autoriser la réalisation de deux pistes supplémentaires a intégré, comme vous le savez, l'ensemble des enjeux posés aux plans à la fois de l'économie, de l'entreprise Air France, de la sécurité et de l'environnement.

Une étude précise sur l'évolution du nombre d'emplois générés par la plate-forme sur les dernières années montre que chaque million de passagers supplémentaires par an permet de créer autour de 800 emplois directs sur l'aéroport et autant dans la région.

Quelles décisions ? Quelles dispositions ?

Un observatoire de l'emploi sera mis en place afin de mesurer la croissance des emplois liés à l'activité aéroportuaire et d'identifier les besoins de formation liés à ces activités.

Un groupement d'intérêt public à l'image de celui qui fonctionne pour le stade de France sera créé afin de favoriser l'accès des demandeurs d'emploi habitant le Val-d'Oise, la Seine-et-Marne et la Seine-Saint-Denis sur la plate-forme.

Afin de redistribuer plus équitablement le produit des ressources fiscales liées à l'activité aéroportuaire, un fonds local de répartition sera créé. A cet égard, j'attends les conclusions du rapport que le sénateur Lachenaud doit me remettre dans les tout prochains jours et qui feront l'objet d'une concertation.

En prenant cette décision, j'ai aussi tenu à limiter la capacité de l'équipement, avec la réalisation des deux pistes, à 55 millions de passagers par an au maximum. Une limite est ainsi fixée. J'ai aussi rouvert le débat sur le troisième aéroport ou l'utilisation d'aéroports existants – Lyon-Satolas ou Vatry pour le fret – dans le souci à la fois de limiter le gigantisme et de veiller à l'aménagement du territoire.

L'accessibilité terrestre à la plate-forme est également nécessaire, notamment pour les personnes travaillant sur le site. Pour cela, divers aménagements routiers seront anticipés ou réalisés en sus de ceux inscrits au XI^e Plan, ou encore examinés dans le cadre du XII^e Plan, facilitant ainsi l'accès à l'aéroport depuis le Val-d'Oise.

Les transports collectifs seront aussi améliorés, avec le renforcement et l'accélération de la desserte par RER, avec des transports par bus en site propre. La mise en place du système Centaure de transport collectif à la demande entre l'aéroport et huit communes proches répondra aux besoins des salariés travaillant sur l'aéroport, notamment en horaires décalés.

Concernant plus particulièrement la liaison RER Cergy-Pontoise-Roissy, l'aménagement de cette ligne de chemin de fer à grand gabarit sera accéléré. En 1998 et 1999, en accord avec la région, les études de réaménagement du nœud d'Ermont, ainsi que les acquisitions foncières entre Ermont et Stains seront accélérées. Au-delà, l'aménagement de cette ligne bénéficiera d'une inscription prioritaire au XII^e Plan.

Vous avez parlé des nuisances sonores. Je vous sais gré de ne pas avoir dit que le doublement des pistes allait doubler les nuisances, comme le prétendent ceux qui ne connaissent pas exactement les propositions.

Pour lutter contre les nuisances sonores, je propose un contrat de qualité de l'environnement sonore qui associera aux partenaires initialement prévus – pilotes, contrôleurs, Aéroport de Paris – les collectivités locales et les associations agréées de protection de l'environnement. Il sera négocié en large concertation dès l'automne 1997, pour aboutir dans le premier semestre de 1998.

La quantité globale de bruit engendrée par le trafic de la plate-forme ne dépassera pas le niveau atteint au cours de l'année 1997. De plus, la quantité globale de bruit en période nocturne sera également plafonnée au niveau atteint en 1997.

Le plan de gêne sonore – dont vous avez également parlé – sera élargi dès 1998. J'ai d'ores et déjà saisi le préfet du Val-d'Oise, notamment, afin qu'il anime la concertation préalable. Cela répond, je crois, à votre souci.

Des mesures réelles du bruit au sol seront effectuées en continu, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sous le contrôle d'une autorité indépendante. Le Gouvernement a, en effet, décidé la création par la loi, et non par décret, d'une autorité indépendante – je veux dire par là d'un organisme indépendant de toutes les parties concernées, notamment de l'Etat et d'Aéroports de Paris.

Enfin, j'ai décidé de limiter plus fortement les nuisances sonores nocturnes.

En plus de l'interdiction des avions dits du « chapitre 2 » – avions anciens et bruyants – entre vingt-trois heures trente et six heures, déjà effectives depuis le 1^{er} avril 1996, les mesures supplémentaires sont les suivantes.

A compter du 1^{er} janvier 1998, les essais de moteurs seront interdits entre vingt-deux heures et six heures ; les avions les plus bruyants du chapitre 3 – avions anciennement du chapitre 2, mais qui ont été munis d'atténuateurs de bruit – se verront systématiquement imposer la nuit des procédures et trajectoires particulières de décollage ; ils seront totalement interdits de vol la nuit à Charles-de-Gaulle à la fin de l'an 2000.

La vocation spécifique de l'aéroport du Bourget pour l'aviation d'affaires a été confirmée – ce ne sera pas la cinquième piste de Roissy – et les avions à réaction et les avions à hélice de plus de neuf tonnes non classés chapitre 3 y seront interdits de vingt-trois heures à six heures du matin.

Un comité de suivi, comprenant les riverains et les élus, sera mis en place pour accompagner l'ensemble de ces mesures.

A compter du 1^{er} janvier 1998, les infractions seront sanctionnées par des amendes pouvant atteindre 10 000 francs pour une personne physique et 50 000 francs pour une personne morale, c'est-à-dire les compagnies.

Ainsi que vous pouvez le constater, monsieur le député, la concertation que j'ai décidé d'engager cet été a permis la prise en compte de l'intérêt économique et social général et de l'intérêt particulier des populations riveraines. Je souhaite que, désormais, ce dialogue et cette concertation se poursuivent, pour appliquer efficacement les mesures proposées.

M. le président. La parole est à M. Yves Cochet.

M. Yves Cochet. Je remercie M. le ministre pour sa réponse, qui me donne pour partie satisfaction, parce qu'elle répond à l'attente de nombre de nos concitoyens, notamment dans les trois départements concernés.

Le fait que le préfet puisse, dans chaque département, œuvrer plus sur le terrain me semble une très bonne chose.

Cela dit, je reste légèrement insatisfait, car il y a une ambiguïté sur l'institution indépendante et le comité de suivi.

Le fait que l'institution soit indépendante est une bonne chose, et il est heureux que les opérateurs directs, comme Air France ou ADP, ne puissent être à la fois être juges et parties. Ce n'est pas à eux de déterminer s'ils font ou non trop de bruit. C'est un peu comme dans le nucléaire : il faut séparer exactement qui fait et qui juge.

Vous dites qu'il y aura un comité de suivi. Cela signifie qu'il pourrait y avoir, en fait, deux regroupements de personnes intéressées. Je souhaiterais que ce soit la même entité, faute de quoi il risquerait d'y avoir des problèmes de communication et de coordination entre les deux.

Fort heureusement, nous pourrions en débattre puisque cela fera l'objet d'une loi. Nous proposerons, si le Gouvernement ne le prévoit pas dans son projet de loi, que les riverains représentatifs, ainsi que les élus, puissent participer à cette institution, de manière que chacun bénéficie de la même information et dispose éventuellement du même contrôle sur ce qui se passe sur la plate-forme.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre de l'équipement, des transports et du logement. Il est très important que ce ne soit pas un décret mais une loi. Le débat sera ouvert et la discussion du projet de loi permettra aux parlementaires de donner leur point de vue et d'améliorer le texte autant que de besoin.

D'ores et déjà, je vous assure que je tiendrai compte des avis déjà émis, et je suis prêt à recueillir tous les avis à ce sujet pour la plus grande efficacité du texte, dans l'esprit que vous avez indiqué.

Un groupe de travail va se réunir pour faire des propositions soumises à la concertation et le projet de loi qui sera, si les députés en sont d'accord, adopté par l'Assemblée nationale sera le fruit de cette démarche.

CONSTRUCTION DE L'AUTOROUTE A 66

M. le président. M. Augustin Bonrepaux a présenté une question, n° 4, ainsi rédigée :

« M. Augustin Bonrepaux demande à M. le ministre de l'équipement, des transports et du logement de bien vouloir lui préciser les échéanciers prévus pour l'aménagement de la nationale 20 entre Toulouse et la frontière espagnole. Il lui rappelle que cet aménagement a été considérablement retardé par les tergiversations des gouvernements précédents, qui avaient remis en question en 1993 le projet d'autoroute décidé par le gouvernement de M. Michel Rocard en 1988. Par ailleurs, les travaux de désenclavement de l'Ariège, particulièrement la déviation de Foix, connaissent malheureusement aussi un retard considérable en raison de l'allongement de la durée du contrat de plan. Les études engagées par M. Bosson, ministre de l'équipement de l'époque, avaient montré toute la difficulté de l'aménagement à deux fois deux voies sur place de la RN 20, les nuisances que cela apporterait à la proximité de l'agglomération toulousaine et la nécessité de réaliser la section Toulouse-Pamiers par l'autoroute A 66. C'est pourquoi il lui demande de lui faire connaître la date à laquelle vont être engagés les travaux de cette autoroute A 66 et la date prévue pour sa mise en service. »

La parole est à M. Augustin Bonrepaux, pour exposer sa question.

M. Augustin Bonrepaux. L'autoroute A 66 entre Villefranche et Pamiers est le premier maillon de l'aménagement de la RN 20. Cet aménagement entre Toulouse et la frontière espagnole devrait être réalisé à un rythme soutenu après l'ouverture du tunnel de Puymorens en 1994. C'est afin de l'accélérer, d'ailleurs, que les élus de l'Ariège, avec ceux de la Haute-Garonne, avaient demandé que la partie Toulouse-Pamiers soit réalisée en autoroute en demandant à l'Etat de concentrer tous ses crédits, dont nous connaissons tout de même la modicité, sur la partie Foix-frontière espagnole.

L'autoroute Toulouse-Pamiers a été décidée en 1988. En 1993, le dossier était bouclé et l'accord des collectivités locales acquis. Malheureusement, le gouvernement de M. Balladur a remis en question ce projet ; il a fait réaliser une étude comparative entre cette autoroute et l'aménagement de la nationale 20 sur place. Cette étude a montré que cet aménagement sur place serait très difficile techniquement, beaucoup plus coûteux, beaucoup plus long certainement et avec des nuisances beaucoup plus graves pour la population, à l'inverse de l'autoroute, qui

pas en rase campagne. La DUP de l'autoroute n'a été prise qu'en août 1996, c'est-à-dire avec un retard de trois ans.

Tout ce retard pénalise gravement l'Ariège, car il s'ajoute aussi au retard apporté à la déviation de Foix par l'allongement d'un an des contrats de plan.

Aussi, monsieur le ministre, ma question est-elle simple. Je voudrais savoir quelles instructions vous allez donner pour accélérer les travaux du désenclavement de l'Ariège, à quelle date vont être engagés effectivement les travaux de l'autoroute A 66 et à quelle date peut être envisagée sa mise en service.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'équipement, des transports et du logement.

M. Jean-Claude Gaysot, ministre de l'équipement, des transports et du logement. Monsieur le député, vous avez raison de souligner les retards intervenus et nous devons, dans la situation présente, intégrer ces retards pour voir comment y remédier.

En ce qui concerne la liaison Toulouse-Pamiers, je peux vous donner quelques éléments de réponse.

L'autoroute A 66 entre Toulouse et Pamiers est inscrite au schéma directeur routier national. Elle a été déclarée d'utilité publique le 29 juillet 1996, suivant un tracé se raccordant à l'autoroute A 61 Toulouse-Carcassonne, à la hauteur de Villefranche-de-Lauragais.

Inscrite au contrat de plan entre la Société des autoroutes du sud de la France, concessionnaire, et l'Etat pour la période 1995-1999, son financement a été prévu au comité des investissements à caractère économique et social de 1996.

Sur cette base et après l'achèvement des études de détail en cours, les travaux devraient démarrer en 1999 pour être terminés à l'horizon 2001.

L'alternative d'aménagement autoroutier de la route nationale 20 au sud de Toulouse est apparue impossible compte tenu des contraintes d'environnement dans la vallée de l'Ariège et d'urbanisme aux abords de Toulouse. La mise en œuvre d'un programme de 200 millions de francs prévu à l'actuel contrat de plan est en revanche de nature à améliorer sensiblement les conditions de circulation sur cette route nationale.

Dans la continuité de l'A 66, la RN 20 est d'ores et déjà aménagée à deux fois deux voies entre Pamiers et Foix, ainsi qu'entre Foix et Tarascon-sur-Ariège, à l'exception du franchissement de l'Ariège. La déviation de Foix est en cours de réalisation pour un objectif de mise en service en l'an 2000. Le percement du tunnel de la déviation de Foix est achevé et les travaux sur le reste de la section vont démarrer prochainement. Enfin, je souhaite que, pour la section comprise entre Tarascon-sur-Ariège et Ax-les-Thermes, l'enquête publique soit lancée dès 1998.

M. le président. La parole est à M. Augustin Bonrepaux.

M. Augustin Bonrepaux. Monsieur le ministre, je vous remercie de ces réponses, qui sont très positives, mais je ferai cependant une objection de fond.

Vous venez de nous expliquer que 200 millions de francs étaient réservés pour l'aménagement de l'ancienne nationale 20.

Cette décision, qui était politique, avait été prise en 1994 pour ne pas faire perdre la face à ceux qui s'étaient opposés à l'autoroute et s'étaient prononcés pour l'aménagement de la nationale 20, qui, techniquement, est quasi irréalisable.

Une bonne gestion des crédits de l'Etat serait de les consacrer à l'aménagement de la nationale 20 entre Toulouse et Barcelone, c'est-à-dire d'accélérer l'aménagement de la nationale 20 entre Foix et la frontière d'Espagne, au lieu de se perdre dans des aménagements n'ayant qu'un caractère strictement politique et électoral.

LIGNE FERROVIAIRE CAEN-RENNES

M. le président. M. René André a présenté une question, n° 11, ainsi rédigée :

« M. René André attire l'attention de M. le ministre de l'équipement, des transports et du logement sur la situation de la ligne ferroviaire Caen-Rennes, via Saint-Lô, Coutances, Avranches et Dol-de-Bretagne. Cette ligne fait l'objet, depuis 1990, d'un désintérêt certain de la part de la SNCF. En effet, elle s'obstine à ne pas réaliser d'améliorations des dessertes tant sur le plan des horaires que sur celui de la qualité du service, alors que le taux de couverture des trains Caen-Rennes se situe entre 53 % et 58 %, soit quelque 380 000 voyageurs par an. La clientèle est très diverse et est notamment composée d'étudiants allant dans les facultés de Caen ou Rennes, de scolaires, de personnes âgées et de touristes, avec l'importance que représente le site du Mont-Saint-Michel. Elle pourrait par ailleurs obtenir l'agrément des entreprises du Sud-Manche pour des liaisons aéroportuaires et des liaisons TGV. La ligne Caen-Rennes comprend par ailleurs un tronçon sensible qui freine son exploitation : c'est la portion située entre Avranches et Dol-de-Bretagne, qui date de 1911. Sa remise à niveau permettrait un relèvement sensible de la vitesse et une augmentation de sa fréquentation. Le coût de ces travaux est estimé à 150 millions de francs. Le conseil régional de Basse-Normandie, très sensibilisé par cette situation, est d'ailleurs prêt à réaliser ces travaux, bien évidemment dans la mesure où la SNCF s'engage de son côté à maintenir et améliorer le service, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Alors que l'on sait tous les réelles difficultés qui existent aujourd'hui pour créer de nouveaux moyens de transports, tant ferroviaires, fluviaux que routiers, il lui demande, d'une part, s'il n'y a pas une contradiction flagrante à laisser s'éteindre cette ligne de chemin de fer (certains disent à la "saboter") par ailleurs largement soutenue par la population et de nombreux élus locaux ? D'autant plus que, dans ce cas précis, sont en jeu non seulement la mission de service public confiée à la SNCF, mais aussi les impératifs d'aménagement de notre territoire qui doivent aider au désenclavement de nos régions rurales. Aussi lui demande-t-il si cet impératif de désenclavement et de lutte contre la désertification rurale est un des objectifs fondamentaux de la politique du Gouvernement, et plus particulièrement de sa politique en matière de transports. »

La parole est à M. Alain Cousin, suppléant de M. René André.

M. Alain Cousin. Monsieur le ministre, en l'absence de mon collègue René André, qui est hospitalisé à la suite d'un grave accident de voiture survenu sur l'autoroute de Normandie la semaine dernière, je souhaite, en son nom, mais aussi au nom de Jean-Claude Lemoine, qui est concerné par cette ligne ferroviaire, appeler votre attention sur la situation de la ligne Caen-Rennes via Saint-Lô, Avranches et Dol-de-Bretagne.

Cette ligne fait, en effet, l'objet d'un désintérêt certain de la part de la SNCF depuis trop longtemps. Ainsi, aucuns travaux d'amélioration des dessertes n'a été réalisé, ce qui entraîne de très graves conséquences, tant sur la qualité du service ferroviaire que sur le plan du respect des horaires.

Or cette absence de travaux est d'autant plus contestable que le taux de couverture des trains Caen-Rennes se situe entre 53 et 58 %, soit quelque 380 000 voyageurs par an, en augmentation, récemment, de près de 10 %.

Si, d'ores et déjà, cette ligne est très utilisée, elle pourrait l'être encore plus compte tenu des caractéristiques de la clientèle qui l'utilise. On compte en effet de nombreux étudiants allant vers les universités de Caen et de Rennes, de scolaires, de personnes âgées et, surtout, de touristes du fait de l'attrait important que représente le site du Mont-Saint-Michel.

De plus, si des travaux d'amélioration étaient engagés, il ne fait aucun doute que les entreprises du Centre et du Sud-Manche seraient les premières à l'utiliser afin de faire la connexion avec les liaisons aéroportuaires et TGV de la région.

Enfin, cette ligne relie deux capitales régionales, ce qui correspond à la politique innovante de la SNCF, qui est en tout cas affichée puisqu'elle met en place, à juste titre, des liaisons province-province.

Par ailleurs, l'exploitation de cette ligne Caen-Rennes est freinée par un tronçon sensible situé entre Avranches et Dol-de-Bretagne, dont la construction date de 1911. Sa remise à niveau permettrait un relèvement sensible de la vitesse sur la ligne et, donc, une augmentation de sa fréquentation. Il faut savoir que, pour le moment, les trains ne peuvent passer qu'à 50 kilomètres-heure environ.

Le coût des travaux de ce tronçon est estimé à 150 millions de francs. Le conseil régional de Basse-Normandie, très sensibilisé à cette question, a fait savoir qu'il était prêt à les financer à la seule condition bien sûr que la SNCF, de son côté, s'engage à maintenir et à améliorer le service ferroviaire sur cette ligne.

Aussi, monsieur le ministre, alors que vous connaissez comme moi les réelles difficultés qui existent aujourd'hui pour créer de nouveaux moyens de transports, tant ferroviaires, fluviaux que routiers, je souhaite vous poser trois questions simples.

N'y a-t-il pas une contradiction flagrante à laisser s'éteindre ainsi une ligne ferroviaire soutenue par la population et les élus locaux, tous réunis d'ailleurs au sein d'une association aussi active que compétente, qui est l'Association de défense et de promotion du Caen-Rennes, ainsi que par près de 400 000 clients ?

Ce silence de la SNCF est-il compatible avec sa mission de service public ?

Enfin, la gestion de ce dossier vous paraît-elle aller dans le sens d'une politique équilibrée de l'aménagement de notre territoire et, plus précisément, de lutte contre la désertification des zones rurales ?

Aussi, j'attends de vous, monsieur le ministre, que vous preniez aujourd'hui solennellement l'engagement d'une contribution de l'Etat sur le Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables, et ce à hauteur de la décision prise par le conseil régional de Basse-Normandie, soit 150 millions de francs.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'équipement, des transports et du logement.

M. Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement. Monsieur le député, permettez-moi d'abord de souhaiter un prompt rétablissement à M. René André, victime de la catastrophe qui s'est produite récemment sur l'autoroute de Normandie.

Vous avez raison de souligner que, là encore, pendant trop longtemps ces questions n'ont pas obtenu de réponses positives.

Sur la ligne Caen-Rennes, la SNCF exploite, d'une part, des services d'intérêt national qui assurent la liaison de bout en bout et, d'autre part, des services régionaux conventionnés, soit avec la région Basse-Normandie, soit avec la région Bretagne.

Le trafic de cette ligne est faible en semaine – en dépit des chiffres que vous avez évoqués –, un peu plus élevé du vendredi au dimanche grâce à une clientèle d'étudiants. Le seul déficit d'exploitation pour les services non conventionnés a atteint quelque 16 millions de francs l'an dernier. Il y aurait, semble-t-il, une petite reprise actuellement.

Selon une étude menée conjointement par la SNCF et par les régions concernées, la modernisation de la section Avranches-Dol, située sur la ligne Caen-Rennes, n'entraînera pas de hausse du trafic voyageurs très importante.

Cela étant, l'existence d'une desserte d'intérêt national sur cette ligne confère à l'Etat, via RFF, et à la SNCF une responsabilité particulière au regard des nécessités de l'aménagement du territoire et de la cohésion nationale.

C'est pourquoi les mesures à prendre pour la ligne Caen-Rennes devront être examinées par les parties concernées dans le cadre d'un partenariat entre les régions, la SNCF et RFF, afin que soient dégagées des solutions durables prenant en compte l'intérêt de ces dessertes pour le milieu local, d'une part, et les besoins de liaisons entre les différentes régions de la façade atlantique, d'autre part.

Je viens de lancer la concertation pour « réformer » la réforme de la SNCF, que vous avez votée.

Quel que soit le résultat de cette concertation, les pouvoirs publics devront assumer les responsabilités dont je viens de parler.

Pour ma part, j'ai déjà œuvré dans ce sens en procédant à une augmentation – au plan national – de 33 % des crédits du Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables consacrés aux investissements ferroviaires. Il s'agit là d'un effort significatif, qu'il conviendra d'amplifier les prochaines années si, comme je le souhaite profondément et comme vous le souhaitez sûrement, on ne limite pas les investissements ferroviaires au seul TGV. A mon sens, les investissements sur le réseau classique, aussi bien pour le fret que pour les voyageurs, devraient être d'un montant comparable à ceux du TGV.

M. le président. La parole est à M. Alain Cousin.

M. Alain Cousin. Monsieur le ministre, je vous remercie de l'intérêt que vous manifestez pour cette ligne. C'est effectivement très important.

Je souhaiterais, pour autant, que, dans les prochaines semaines, voire dans les prochains mois, vous concrétisiez cet intérêt en retenant des sommes significatives.

Ainsi que vous l'avez précisé, vous avez augmenté de façon importante – et vous avez eu raison de le faire –, le Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables. Je souhaite ardemment, et nous souhai-

tons tous dans cette région, que les 150 millions de francs que nous vous demandons puissent être « accrochés » à la ligne Caen-Rennes.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre de l'équipement, des transports et du logement. Comme nous allons entrer dans le cadre de la préparation du XII^e plan, de la préparation des contrats de plan Etat-régions, de telles questions devront, naturellement, être évoquées à l'occasion de la définition des priorités.

PROLONGEMENT DE L'AUTOROUTE A 55

M. le président. M. Michel Vaxès a présenté une question, n° 1, ainsi rédigée :

« M. Michel Vaxès interroge Mme le ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement sur les nuisances générées par le trafic routier de la route nationale RN 568. L'autoroute A 55 est interrompue après le franchissement du chenal de Caronte sur la commune de Martigues. Elle se prolonge ensuite vers Fos-sur-Mer, Arles et Salon par la RN 568 à quatre voies au travers des urbanisations de Martigues - Croix-Sainte et de Port-de-Bouc, coupant en deux et enclavant des quartiers de logements sociaux qui cumulent ainsi les difficultés sociales, l'éloignement des équipements publics – collèges, stades, écoles... – et les nuisances générées par le trafic routier (moyenne annuelle : 45 000 véhicules par jour, 55 000 l'été dont plus du tiers sont des camions dont certains transportent des matières très dangereuses). La RN 568 entre Martigues et Fos-sur-Mer sur moins de cinq kilomètres de long est l'un des tronçons routiers les plus dangereux de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. La RN 568 est la seule voie de communication entre les complexes pétrochimiques et portuaires de Martigues et Fos-sur-Mer où plus de vingt établissements sont soumis à la directive Seveso. Dans l'éventualité d'un accident majeur, l'acheminement rapide des secours par cette seule route s'avérerait très problématique. Le prolongement de l'A 55 est aussi une nécessité économique pour assurer la continuité autoroutière entre Marseille, le port de Fos, Salon et Arles. Il constitue à moindre coût – 350 MF, le conseil général s'est déjà positionné pour un tiers – à court terme une solution de désenclavement de l'agglomération marseillaise sur l'axe méditerranéen entre l'Italie et l'Espagne. Il lui demande les mesures qu'elle envisage pour réaliser ce désenclavement. »

La parole est à M. Michel Vaxès, pour exposer sa question.

M. Michel Vaxès. Ma question s'adresse en fait à M. le ministre de l'équipement, des transports et du logement.

Monsieur le ministre, depuis 1972, l'autoroute A 55 devant relier Marseille à la zone industrialo-portuaire de Fos reste inachevée.

Ainsi, l'accès au bassin ouest du premier port de France et la liaison entre les deux complexes industriels les plus importants de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur – ceux de Martigues et de Fos, qui accueillent une vingtaine d'établissements soumis à la directive Seveso – se font par la seule route nationale 568, qui constitue, en site urbain, l'axe de transit majeur assurant la desserte de Marseille.

Depuis des années, cette route à quatre voies cumule plusieurs fonctions. D'une part, elle sert au désenclavement urbain, aux déplacements de proximité, à l'accès direct des riverains, à l'accès aux plages en été, au transport collectif de voyageurs et de scolaires. D'autre part, elle sert au transit national et international, puisqu'elle offre un itinéraire alternatif crédible aux liaisons autoroutières de l'A 7 et de l'A 54 entre la région marseillaise et les régions situées à l'ouest des Bouches-du-Rhône jusqu'en Espagne.

Quantitativement, le trafic représente 45 000 véhicules par jour – pour une nationale prévue initialement pour 9 000 véhicules par jour – dont plus d'un quart de camions. En période estivale, ce sont 55 000 véhicules par jour qui traversent à plus de 100 kilomètres-heure une agglomération de près de 70 000 habitants. Ce flux est équivalent à celui de l'autoroute A 7 à Lançon et de l'autoroute A 8 à l'est d'Aix-en-Provence.

Qualitativement, ce sont plus de 2 millions de tonnes par an de produits dangereux qui circulent à quelques dizaines de mètres de deux collèges d'enseignement secondaire, de trois écoles primaires, de trois écoles maternelles, de deux gymnases et de milliers de logements sociaux et de maisons individuelles.

Ce trafic intense et dangereux provoque des nuisances insupportables pour des milliers de riverains. Il compromet la réhabilitation de trois quartiers à forte densité démographique et est à l'origine, pour les seules cinq dernières années, de cinquante-sept accidents sur seulement cinq kilomètres de trajet, accidents qui ont fait six morts, douze blessés très graves et quatre-vingt-onze blessés plus légers, soit une moyenne de neuf accidents au kilomètre, contre une moyenne départementale de 1,9 accident sur route nationale et de 0,6 sur autoroute.

Au plan économique, le développement de la zone industrialo-portuaire de Fos à moyen et à long terme et celui de l'agglomération marseillaise, engagés dans les deux projets Euroméditerranée et grand projet urbain, renforceront encore l'utilisation de cet axe, avec des augmentations probables de trafic.

La volonté partout exprimée d'ancrer Marseille, son port et la région sur un axe reliant les grandes métropoles méditerranéennes du sud de l'Europe, notamment Gènes et Barcelone, peut-elle se concevoir sans une infrastructure littorale à caractéristique autoroutière complètement achevée ?

Monsieur le ministre, la population et les élus locaux de nos villes ne peuvent plus attendre. Depuis vingt-cinq ans, la maîtrise foncière des terrains d'assiette et toutes les études nécessaires ont été réalisées. Elles ont prouvé que le prolongement de l'A 55 par le contournement autoroutier des deux communes concernées reste la solution la plus efficace, y compris sur le plan environnemental et paysager.

Prendre encore du retard dans la réalisation de ce contournement, ce serait assurément courir le risque de nouveaux accidents, ce serait prendre la responsabilité de retarder encore la mise en œuvre des stratégies de reconquête urbaine et de réhabilitation dans de bonnes conditions de milliers de logements sociaux. Ce serait enfin freiner le développement économique de ce secteur ouest de l'étang de Berre.

Pouvez-vous, monsieur le ministre, me faire connaître les dispositions que vous envisagez de prendre pour permettre le raccordement de l'agglomération marseillaise à la zone industrialo-portuaire de Fos ? En d'autres termes, êtes-vous disposé à envisager un investissement de 350 à

400 millions de francs, sachant que le conseil général des Bouches-du-Rhône est déjà prêt à s'engager à hauteur du tiers des travaux nécessaires ?

Vendredi dernier, j'animais sur ce thème une rencontre qui a réuni plusieurs centaines de participants. Avec eux, je vous remercie de la célérité avec laquelle vous voudrez bien apporter une solution à ce problème urgent.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'équipement, des transports et du logement.

M. Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement. Monsieur le député, je suis tout à fait conscient des problèmes graves que vous soulevez et je comprends donc le sens de votre démarche.

Certains quartiers de Martigues et de Port-de-Bouc se trouvent en effet aujourd'hui éloignés des équipements publics et des lieux d'activité, éloignés du cœur de ces villes.

La vie des riverains est fortement perturbée par le bruit et la pollution créés par un trafic routier qui a tendance à augmenter, notamment pendant chaque période estivale, et s'accompagne de l'insécurité dont vous avez parlé.

Nous sommes donc confrontés à un vrai problème, que vous avez raison de souligner avec force et auquel nous devons trouver des solutions sérieuses. Il convient, par conséquent, d'envisager et d'étudier dès maintenant les solutions propres à améliorer les conditions de circulation et de sécurité sur cet axe et de travailler à rétablir des conditions de vie normales pour les populations qui vivent à proximité.

Cependant, vous le savez, aucune inscription n'a été prévue à cet effet à l'actuel contrat de plan entre l'Etat et la région Provence - Alpes - Côte d'Azur. Il nous faut donc aujourd'hui penser complètement ce projet et le faire globalement, en prenant en compte l'ensemble des problèmes posés, comme vous l'avez fait. Il s'agit de se projeter dans l'avenir et de mettre en cohérence l'ensemble des liaisons routières et autoroutières de votre région.

C'est ainsi que je vous confirme que le projet de contournement de Port-de-Bouc est actuellement examiné par mes services, qui s'emploient à l'étudier en cohérence avec les perspectives d'aménagement de la RN 568 entre Arles et Martigues et avec les études menées pour l'amélioration de la liaison entre Fos-sur-Mer et Salon-de-Provence.

Ces études devront, d'ailleurs, tenir compte des orientations qui seront fixées à la suite de la révision de la loi sur l'aménagement et le développement du territoire, entreprise par ma collègue ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement.

Inscrivant mon action au ministère de l'équipement, des transports et du logement dans une démarche de concertation, je souhaite qu'une information des élus et des responsables socio-économiques soit assurée par mes services dès qu'ils auront rassemblé les éléments des études en cours, afin notamment de présenter la problématique d'ensemble de l'aménagement de la RN 568 et de la desserte du port de Fos-sur-Mer.

En effet, si je considère qu'en toutes circonstances l'avis des experts est indispensable, il doit néanmoins être croisé avec les réflexions et les propositions des usagers et des élus.

Je puis donc vous assurer que les élus locaux concernés et vous-même serez associés à la mise au point des projets routiers et autoroutiers qui concernent directement l'avenir économique et social de votre région.

J'ai également demandé que l'ensemble de ces études aboutissent dans des délais compatibles avec la préparation du prochain Plan, car il importe que les projets soient prêts pour les négociations relatives à la signature du prochain contrat de plan entre l'Etat et la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Je vous confirme donc, monsieur le député, ma volonté de travailler à ce que ces projets trouvent leur aboutissement dans la concertation et dans les meilleurs délais.

M. le président. La parole est à M. Michel Vaxès.

M. Michel Vaxès. Monsieur le ministre, je vous remercie des précisions que vous venez d'apporter et de l'engagement que vous avez pris d'examiner le plus rapidement possible ce dossier.

Je voudrais toutefois préciser que pour convaincre l'Etat, la commune dont je suis le maire s'est engagée, il y a un an, avec la direction départementale de l'équipement, à faire réaliser quatre études, dont nous avons supporté la moitié du coût. Ces études concluent au contournement.

Je sais bien que, malheureusement, l'inscription de ce contournement ne figure pas au Plan, non pour des raisons d'analyse objective de la réalité mais pour des raisons essentiellement de stratégie politicienne. Je regretterais toutefois que nous ne prenions encore du retard, car ce retard ne pourra, malheureusement, que se traduire par de nouvelles victimes et de nouvelles difficultés.

J'ajoute que les aménagements successifs et continuels de la nationale 568 depuis vingt-cinq ans ne contribuent pas à résoudre le problème mais, au contraire, à en retarder la solution.

Je souhaiterais que toutes les considérations que j'ai évoquées soient prises en compte pour trouver des solutions qui permettent d'apporter une réponse au problème dans les délais les plus courts possible.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre de l'équipement, des transports et du logement. Monsieur le député, je comprends parfaitement votre réaction. Vous avez eu raison de souligner ce qui s'est passé durant de trop longues années. Pour ma part, je propose que, dans la concertation – et, cette fois-ci, il ne s'agit pas de faire des promesses de caractère politicien ou électoraliste – nous puissions prendre des décisions conformes à l'intérêt de votre ville ainsi qu'à ceux de l'ensemble de la région, et engager les travaux.

CAPACITÉS D'ACCUEIL DES CENTRES D'AIDE PAR LE TRAVAIL

M. le président. M. Bernard Derosier a présenté une question, n° 5, ainsi rédigée :

« M. Bernard Derosier attire l'attention de Mme le ministre de l'emploi et de la solidarité sur le manque chronique de places dans les centres d'aide par le travail. En effet, chaque année, les commissions administratives (COTOREP) orientent plusieurs centaines de personnes vers les centres d'aide par le travail. Malheureusement, la plupart de ces centres, pour ne pas dire tous, se trouvent dans l'impossibilité de les accueillir. On inscrit alors ces jeunes adultes handicapés sur de longues listes d'attente, sans aucun espoir pour eux d'être intégrés dans l'un des centres convoités avant une période

minimale de dix ans. Cette situation est insupportable non seulement pour la personne handicapée mais elle l'est également pour ses parents et pour les associations qui ont en charge ces jeunes handicapés et qui tentent de pallier ce manque de places par des solutions alternatives mais bien souvent éphémères, faute de moyens suffisants. Aussi lui demande-t-il quelles sont les mesures qu'elle entend prendre pour résoudre ce problème. »

La parole est à M. Bernard Derosier, pour exposer sa question.

M. Bernard Derosier. Monsieur le secrétaire d'Etat à la santé, j'ai reçu il y a quelques semaines un courrier dont je vais me permettre de vous lire quelques extraits.

Voilà ce que m'écrivait mon correspondant : « Je me permets d'attirer tout particulièrement votre attention sur l'avenir de mon fils David. Ce jeune homme, handicapé mental moyen, est actuellement à l'IMPRO et doit en sortir, dans le meilleur des cas, fin décembre 1997 et, au pire, début novembre, c'est-à-dire pour ses vingt ans. Il a été dirigé par la COTOREP vers une structure protégée et, plus exactement, vers un CAT. Or, après renseignements auprès des Papillons blancs, la liste d'attente ne me permet pas d'envisager une telle entrée avant treize ans. » Donc, David aura trente-trois ans quand il pourra commencer à travailler.

J'avais déjà interrogé Mme Veil en décembre 1994. A l'époque, elle avait d'ailleurs reconnu les avancées de la politique menée par les gouvernements de la période 1988-1993, puisqu'elle avait indiqué dans sa réponse que, de 1990 à 1993, 14 000 places de travail protégé, 2 171 places de maison d'accueil spécialisées et 2 170 places de foyer à double tarification, avaient été créées – chiffres qui, en valeur absolue, peuvent paraître élevés. Elle avait ajouté : « les actions existant en direction des personnes handicapées représentent dès lors un effort de solidarité national très important que le Gouvernement a décidé de poursuivre dans le même temps que la situation d'ensemble se rétablira. »

Or, après être intervenu pour David auprès de l'organisme gérant le CAT concerné, son directeur m'a répondu que 570 personnes étaient inscrites sur la liste d'attente et que David se trouvait en 321^e position.

Ma question a pour objet, monsieur le secrétaire d'Etat, non d'appeler votre attention ou celle de Mme Aubry sur ce problème, car je sais que, au sein du Gouvernement, vous en êtes tout particulièrement averti, mais de vous inviter à nous indiquer les ambitions et les intentions qui sont les vôtres en la matière et à nous dire si vous envisagez de mettre en œuvre une programmation pluriannuelle pour que, enfin, des mesures réelles soient prises pour résoudre le problème de l'accueil dans les CAT.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat à la santé.

M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé. Monsieur le député, vous avez raison de souligner la différence fondamentale entre les chiffres en valeur absolue et le problème spécifique de David dont vous venez de rappeler l'urgence – et nous en sommes très conscients.

Il est vrai que le manque chronique de places dans les centres d'accueil par le travail et l'existence de listes d'attente nous préoccupent.

Je sais que les chiffres que je vais vous donner ne sont pas de nature à vous satisfaire, mais ils traduisent les efforts considérables qui ont été accomplis depuis vingt

ans : en 1980, on comptait 58 297 places dans les CAT ; en janvier 1994, 78 849 places et, en janvier 1996, 83 666 places. C'est, certes, insuffisant, mais, comme vous l'avez dit vous-même, l'effort entrepris a été considérable.

L'accroissement du nombre des places en CAT reste évidemment une nécessité pour les jeunes adultes qui doivent, en raison de leur âge, quitter les instituts médico-éducatifs ou les instituts médico-professionnels, ou pour ceux qui, en application de l'amendement Creton, y sont restés au-delà de l'âge de vingt ans, sans oublier les jeunes adultes qui attendent à leur domicile une place dans un milieu de travail protégé.

Quelle que soit la région, on est confronté à ce problème de ces listes d'attente, ce qui est assez insupportable.

Les difficultés que nous avons eues à boucler le budget en un temps record – cet exercice imposé n'était pas de notre fait – ne nous ont pas permis d'aller au-delà de la création de 500 places supplémentaires en atelier protégé et de 2 000 places supplémentaires en CAT, dont le nombre pourrait donc dépasser maintenant 90 000.

La création de places supplémentaires n'est pas la seule réponse que Mme le ministre de l'emploi et de la solidarité et moi-même entendons donner à ce problème. Plusieurs mesures complémentaires sont à l'étude ou sont déjà en cours de développement. Je pense à l'extension du temps partiel en CAT, à la facilitation des détachements individuels en milieu ordinaire, à la création de CAT hors les murs, à l'amélioration des pratiques de la COTOREP en matière d'orientation et de prise en compte des alternatives au placement institutionnel, à l'instauration d'un âge pour le départ à la retraite, voire à la possibilité de préretraite pour les travailleurs de CAT.

Toutes ces dispositions devraient permettre d'atteindre l'objectif d'une quasi-résorption des listes d'attente à la fin de la législature. C'est, en tout cas, sur cette hypothèse que nous travaillons.

ADMINISTRATION DE MÉDICAMENTS DANS LES CRÈCHES

M. le président. Mme Véronique Neiertz a présenté une question, n° 10, ainsi rédigée :

« Mme Véronique Neiertz attire l'attention de Mme le ministre de l'emploi et de la solidarité sur les difficultés que pose aux crèches collectives l'application de l'article 2 du décret n° 93-345 du 15 mars 1993 jointe à la modification du programme de formation des auxiliaires de puériculture intervenue en 1994. Les auxiliaires de puériculture n'ont en effet plus le droit d'administrer des médicaments aux enfants qui sont accueillis en crèche s'ils en ont besoin. La directrice de la crèche, parce qu'elle est infirmière, a seule le droit d'administrer des médicaments. Cela l'oblige à les administrer à tous les enfants de son établissement et rend sa tâche pratiquement impossible. Dans la mesure où les assistantes maternelles ont conservé le droit d'administrer des médicaments aux enfants dont elles ont la charge, comment justifier qu'un acte aussi courant ne puisse être accompli sans problème lorsqu'il s'agit de modes d'accueil individuels et ne puisse pas l'être par les auxiliaires de puériculture en mode d'accueil collectif ? Exclure des enfants de l'accueil en crèche faute de pouvoir leur administrer des médicaments a deux conséquences inacceptables : tout d'abord, elle

oblige les parents à trouver quelqu'un pour garder leur enfant malade (dépense supplémentaire pour les familles) ; d'autre part, elle diminue la subvention accordée par la caisse d'allocations familiales puisqu'elle est calculée en fonction du taux d'occupation de la crèche. En conséquence, il conviendrait de rétablir explicitement le droit qu'avaient jusqu'en 1994 les auxiliaires de puériculture d'administrer des médicaments aux enfants en toute sérénité, en rétablissant le programme correspondant dans leur formation. Il conviendrait également de prendre les dispositions juridiques qui permettent explicitement aux crèches collectives d'administrer aux enfants les médicaments qui ont fait l'objet d'une prescription médicale. Les nombreuses grèves observées par le personnel des crèches dans son département rendent ce problème aigu pour les auxiliaires de puériculture comme pour les parents, les élus locaux et les conseillers généraux qui réclament en vain depuis des mois d'intervenir. Elle lui demande donc quand elle envisage de mettre fin à ce dysfonctionnement.»

La parole est à Mme Véronique Neiertz, pour exposer sa question.

Mme Véronique Neiertz. Monsieur le secrétaire d'Etat à la santé, je voudrais appeler votre attention sur ce que je crois être une aberration administrative et dont les conséquences absurdes sur la vie quotidienne de nos communes ne peuvent absolument pas durer. D'ailleurs, le problème me paraît extrêmement facile à résoudre, si tant est qu'on veuille bien l'étudier, et je sais que vous le voudrez.

Je suis l'élue d'une commune, Bondy, en Seine-Saint-Denis, qui a un des meilleurs taux de places de crèche par habitant. Je rappelle que les crèches départementales et municipales constituent des lieux d'accueil et de socialisation des petits extrêmement utilisés et qu'ils sont nécessaires surtout dans les quartiers difficiles.

Or, depuis un décret du 15 mars 1993, les auxiliaires de puériculture n'ont plus le droit d'administrer de médicaments aux enfants accueillis dans les crèches, même en cas de prescription médicale. Seule la directrice de la crèche peut le faire. Nos crèches étant surchargées, vous pouvez dès lors imaginer quelle peut être la journée des malheureuses directrices qui doivent faire face à ce type d'obligation. La tâche est pratiquement impossible.

A l'inverse, les assistantes maternelles, c'est-à-dire les personnes qui gardent des enfants chez elles, ont le droit, elles, d'administrer des médicaments aux enfants dont elles ont la charge en cas de prescription médicale.

Comment peut-on justifier auprès des personnels des crèches et auprès des parents qui leur confient leurs enfants que l'administration de médicaments à ces mêmes enfants est possible en cas d'accueil individuel mais pas en cas d'accueil collectif ?

Cet état de fait a deux conséquences.

D'une part, en cas de maladie de l'enfant, ses parents doivent trouver quelqu'un pour le garder, puisqu'ils ne peuvent plus le confier à la crèche. Or, au vu des mesures préparées par votre Gouvernement, j'ai comme l'impression que ce type de garde d'enfant va devenir plus chère. (*Sourires.*)

D'autre part, la subvention de la CAF étant calculée sur le taux d'occupation de la crèche, cette subvention ne peut que diminuer, puisque l'interdiction d'administrer les médicaments entraîne une moindre occupation.

Je demande donc de rétablir explicitement le droit qu'avaient jusqu'en 1994 les auxiliaires de puériculture d'administrer des médicaments aux enfants accueillis en crèche et de rétablir le programme correspondant dans leur formation, car il en a été supprimé.

Il conviendrait également de prendre des dispositions juridiques permettant explicitement aux crèches collectives d'administrer aux enfants les médicaments qui ont fait l'objet d'une prescription médicale. Si j'insiste autant sur ce point, c'est parce que nous avons été confrontés à de nombreuses grèves dans les crèches de Seine-Saint-Denis ces derniers mois. Ce problème est aigu aussi bien pour les auxiliaires de puériculture que pour les parents et les élus locaux, qui avaient interpellé à ce sujet le précédent gouvernement ; je n'imagine pas que le nouveau gouvernement de gauche puisse ne pas être sensible à cette situation.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat à la santé.

M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé. Madame le député, j'apporterai une correction sur un point à ce que vous avez dit : les auxiliaires de puériculture n'ont jamais eu compétence pour distribuer des médicaments ; le décret du 15 mars 1993, en élargissant les possibilités accordées aux infirmiers et aux infirmières, a rappelé qu'ils étaient seuls en droit de distribuer ces médicaments. Je reconnais cependant que la situation ainsi créée est particulièrement nocive.

Les auxiliaires de puériculture ne peuvent plus distribuer les médicaments prescrits par un médecin et apportés par les parents à la crèche. Cette situation est déplorable pour toutes les raisons que vous avez exposées et je m'engage à essayer d'y mettre fin.

Il faut cependant au préalable saisir l'Académie nationale de médecine, car tout décret précisant les compétences des personnels de santé doit obligatoirement lui être soumis. Nous respecterons la procédure administrative. Il faut s'entourer de toutes les précautions nécessaires pour faire évoluer la réglementation en accord avec les infirmiers et les infirmières, qui sont seuls compétents. Ainsi, dans les crèches où aucune infirmière n'est en poste ou ne passe, il ne faut pas pénaliser des enfants qui, si rien n'est fait, devront rester chez eux alors même qu'ils ne sont frappés que d'une affection bénigne et que les auxiliaires de puériculture pourraient leur administrer les médicaments.

M. le président. La parole est à Mme Véronique Neiertz.

Mme Véronique Neiertz. Monsieur le secrétaire d'Etat, je reconnais bien là votre bon sens et, surtout, votre expérience de terrain. Je ne veux cependant pas mettre en cause la compétence des personnels infirmiers. Le problème réel est de savoir comment l'on peut rétablir une situation, peut-être pas officiellement inscrite dans les textes, qui permettait aux crèches de fonctionner normalement et aux parents de concilier vie familiale et vie professionnelle ; or, actuellement, on a plutôt tendance à la leur rendre plus difficile.

Vous comprendrez que la députée que je suis, qui a dû travailler en élevant trois enfants, soit particulièrement sensible au sort de ses concitoyennes, qui sont obligées de faire une double journée de travail.

RÉGIME LOCAL D'ASSURANCE MALADIE
D'ALSACE-MOSELLE

M. le président. M. Germain Gengenwin a présenté une question, n° 16, ainsi rédigée :

« M. Germain Gengenwin attire l'attention de Mme le ministre de l'emploi et de la solidarité sur le problème de l'affiliation des retraités hors région au régime local d'assurance maladie d'Alsace-Moselle. Ce régime qui est une complémentaire maladie obligatoire est actuellement réservé aux assurés sociaux du régime général qui travaillent ou qui résident dans l'un des trois départements en contrepartie d'une cotisation supplémentaire. La règle de territorialité du régime exclut du bénéfice du régime local les retraités qui avaient cotisés à ce régime durant leur vie active et qui sont installés hors d'Alsace-Moselle lors de leur retraite. Confronté à la demande de nombreux retraités, le Gouvernement a demandé à l'instance de gestion du régime local de formuler des propositions afin de les réintégrer, sous certaines conditions, dans le régime local. L'instance de gestion, en concertation avec la direction de la sécurité sociale, a élaboré un dispositif intégré, à la demande du député, dans le projet portant diverses dispositions d'ordre économique et financier. La reprise de ce dispositif sous forme d'amendement n'est pas possible compte tenu des contraintes de l'article 40 de la Constitution. C'est pourquoi il demande au Gouvernement de reprendre ce dispositif qui est soutenu par l'ensemble des partenaires sociaux. Aussi lui demande-t-il si elle peut s'engager à prendre rapidement une initiative législative dans ce sens et lui indiquer dans quel délai elle compte le faire. Il lui rappelle que, du point de vue technique, il serait souhaitable que cette validation législative intervienne avant le 31 octobre. L'intérêt des assurés sociaux et l'équilibre financier du régime local sont en jeu. »

La parole est à M. Germain Gengenwin, pour exposer sa question.

M. Germain Gengenwin. Je voudrais revenir sur le problème toujours en souffrance, de l'affiliation des retraités qui ont quitté la région au régime local d'assurance maladie d'Alsace-Moselle, car il nécessite une solution rapide.

Ce régime, qui est une assurance complémentaire maladie obligatoire, est actuellement réservé aux assurés sociaux du régime général qui travaillent ou qui résident dans l'un des trois départements, en contrepartie d'une cotisation supplémentaire. La règle de territorialité du régime exclut du bénéfice du régime local les retraités qui avaient cotisé à ce régime durant leur vie active et qui se sont installés hors d'Alsace-Moselle lors de leur retraite.

Confronté à la demande de nombreux retraités, le Gouvernement a demandé à l'instance de gestion du régime local de formuler des propositions afin de les réintégrer, sous certaines conditions, dans le régime local. L'instance de gestion, en concertation avec la direction de la sécurité sociale, a élaboré un dispositif, que l'ancienne majorité avait inclus dans un DDOEF.

J'aurais souhaité intégrer sous forme d'amendement ce dispositif dans un texte récent. Mais, malheureusement, l'article 40 de la Constitution m'en a empêché.

C'est pourquoi je demande au Gouvernement de reprendre ce dispositif qui, je le rappelle, est soutenu par la quasi-totalité des partenaires sociaux ; il a certainement

eu connaissance d'une lettre ouverte en appelant à la représentation nationale et au Gouvernement pour régler ce dossier. Cela ne créerait pas une dépense pour l'État mais permettrait simplement aux instances du régime local d'intégrer les retraités qui résident hors des trois départements d'Alsace-Moselle.

Le Gouvernement peut-il prendre l'engagement de régler rapidement ce dossier ? Il serait souhaitable qu'une solution intervienne avant le 31 octobre.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat à la santé.

M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé. Monsieur le député, Mme le ministre de l'emploi et de la solidarité et moi-même comprenons votre préoccupation ; elle rejoint d'ailleurs celle de nombreux parlementaires de la région, qui nous ont rendu visite récemment.

Comme vous le savez, le régime local d'assurance maladie des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle est un régime obligatoire complémentaire du régime général, géré, depuis juillet 1994, par une instance locale dotée d'un conseil d'administration.

Après intervention du régime général, il assure à ses bénéficiaires un haut niveau de protection sociale, à travers la prise en charge du ticket modérateur ; les frais hospitaliers sont remboursés à 100 %, les frais de soins ambulatoires à 90 % et le forfait journalier bénéficie d'une couverture complète.

Ce régime, comme vous l'avez dit, est réservé aux assurés sociaux du régime général qui résident ou qui travaillent dans l'un des trois départements mentionnés, en contrepartie d'une cotisation supplémentaire prélevée sur leur salaire ou leur retraite, et dont le taux est décidé par le conseil d'administration de l'instance locale.

Cette règle de la territorialité exclut notamment du régime des retraités qui, bien qu'ils aient cotisé au régime local pendant leur vie professionnelle, prennent leur retraite dans un autre département. Cette règle est difficilement défendable.

Consciente de ces problèmes, Mme le ministre de l'emploi et de la solidarité a demandé à ses services d'étudier, en concertation avec le conseil d'administration de l'instance locale de gestion du régime, toutes les mesures permettant de répondre à la préoccupation des personnes qui sont aujourd'hui exclues de son bénéfice, alors même qu'elles ont cotisé toute leur vie et qu'elles peuvent justifier d'un lien certain avec lui.

La disposition élaborée par le précédent gouvernement ne peut être intégrée par les députés, en l'état, à aucun texte, en raison de l'article 40, que vous avez vous-même mentionné. Mais une initiative sera très rapidement prise sur ce sujet, qui permettra de définir l'ensemble des catégories bénéficiaires du régime local.

Seront en particulier concernés par les nouvelles dispositions les mères de famille, actuellement exclues du fait du mode d'acquisition de leurs droits à pension, même si elles ne résident pas dans l'un des trois départements couverts par le régime ; les retraités qui ont cotisé par le passé au régime, sous réserve de remplir des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat ; les titulaires d'une pension d'invalidité ou d'une rente d'accident du travail ; enfin, les titulaires d'une allocation de chômage ou de préretraite, dès lors qu'ils étaient affiliés au régime local avant le début du versement de ces allocations.

Vous avez avancé, monsieur le député, la date du 31 octobre. Je ne m'engagerai pas sur ce point en raison de toutes les démarches qui doivent être accomplies mais,

je le répète, Mme le ministre de la solidarité et moi-même partageons votre sentiment : la situation actuelle est difficilement défendable.

M. Gilbert Meyer. Très bonne réponse !

M. le président. La parole est à M. Germain Gengenwin.

M. Germain Gengenwin. Les parlementaires des trois départements concernés s'associent à cette démarche mais, une fois de plus, nous constatons une grande lenteur des services administratifs. Cela fait presque trois ans que nous réclamons une solution à ce problème. Il y a aujourd'hui un vide juridique et c'est l'existence même du régime qui peut être mise en danger. Il faut donc faire vite.

M. le président. Monsieur Gengenwin, reconnaissez que, pour ce qui concerne la lenteur, nous-mêmes n'avons pas été mauvais ce matin !

M. Germain Gengenwin. Ce n'est pas ma faute !

M. le président. Alors, accélérons.

RÈGLEMENTATION DES SORTIES SCOLAIRES

M. le président. M. Jean-Louis Fousseret a présente une question, n° 3, ainsi rédigée :

« M. Jean-Louis Fousseret rappelle à Mme le ministre délégué chargé de l'enseignement scolaire que la presse s'est fait récemment l'écho d'une circulaire ministérielle en préparation précisant les conditions d'organisation des sorties scolaires. Dans l'attente de la parution de ces textes, les inspecteurs départementaux de l'éducation nationale de son département ont vivement déconseillé aux directeurs d'école les sorties scolaires. Si les activités nautiques et la piste sécurité routière sont épargnées par cette décision, d'autres activités sportives sont fortement touchées. Tels sont les cas des sorties « patinoire » et de l'intervention des moniteurs sportifs municipaux en dehors du site scolaire (exemple : le rugby). Pour la patinoire de Besançon, par exemple, ce sont plus de 6 000 enfants de la ville et de ses environs qui fréquentent chaque année cet équipement. De même, plus de 2 000 jeunes Bisontins bénéficient de l'apport des animateurs sportifs de la ville. Il serait dommage que ces actions éducatives s'interrompent brutalement pour cause de retard de publication d'une réglementation dont la vacuité perturbe le fonctionnement des sorties scolaires. Il y a donc urgence à fixer la liste des activités autorisées dans le cadre des sorties scolaires, à redéfinir les conditions de sécurité de ces sorties et les degrés de responsabilité de leurs organisateurs, à simplifier et unifier l'ensemble de ces textes (vingt-cinq circulaires actuellement en vigueur). Il souhaiterait donc qu'elle informe l'Assemblée nationale de la date à laquelle elle pense publier cette circulaire. »

La parole est à M. Jean-Louis Fousseret, pour exposer sa question.

M. Jean-Louis Fousseret. Je serai bref, monsieur le président.

La presse s'est fait récemment l'écho d'une circulaire ministérielle en préparation précisant les conditions d'organisation des sorties scolaires. Dans l'attente de la parution de ces textes, les inspecteurs départementaux de

l'éducation nationale de mon département, comme j'imagine de beaucoup d'autres, ont vivement déconseillé aux directeurs d'école les sorties scolaires. Si les activités nautiques et les pistes de sécurité routière sont épargnées par cette décision, d'autres activités sportives sont fortement touchées.

Il serait dommage que ces actions éducatives s'interrompent brutalement du fait du retard de la publication d'une réglementation dont l'absence perturbe le fonctionnement des sorties scolaires. Il y a donc urgence à fixer la liste des activités autorisées dans le cadre des sorties scolaires, à redéfinir les conditions de sécurité de ces sorties et le degré de responsabilité de leurs organisateurs, à simplifier et unifier l'ensemble de ces textes, puisque vingt-cinq circulaires sont actuellement en vigueur.

Il serait souhaitable que Mme le ministre délégué chargé de l'enseignement scolaire puisse informer l'Assemblée des initiatives qu'elle compte prendre pour régler ce problème délicat.

M. le président. La parole est à Mme le secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce et à l'artisanat.

Mme Marylise Lebranchu, secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce et à l'artisanat. Mme Ségolène Royal m'a remis à votre intention la réponse suivante, dont je vais donner lecture.

J'ai signé le 18 septembre 1997, dit Mme Royal, la circulaire relative à l'organisation des sorties scolaires dans les écoles maternelles et élémentaires publiques. Ce document, diffusé dans un numéro hors série du *Bulletin officiel* de l'éducation nationale à l'ensemble des écoles, dès sa parution, clarifie les responsabilités de chacun en respectant un double objectif : faciliter et développer les initiatives pédagogiques des enseignants, d'une part ; mettre en place de meilleures conditions de sécurité et d'encadrement des enfants, d'autre part.

La liste des activités autorisées a été jointe en annexe à cette circulaire et j'y ferai apporter un additif très prochainement pour pouvoir y inclure une activité comme le patinage sur glace, qui paraît avoir été omise.

Quant à la consigne qui a été donnée par certains inspecteurs de l'éducation nationale d'émettre systématiquement un avis négatif sur le plan pédagogique aux sorties scolaires envisagées par les écoles, je la considère comme parfaitement inadmissible. Il est inacceptable d'avoir émis systématiquement un avis défavorable pour des raisons totalement étrangères aux projets conçus par les enseignants, avis qui a pu priver de nombreux enfants d'activités à l'extérieur de l'école.

J'ajoute que, tant que la nouvelle circulaire n'était pas parue, les anciens textes restaient en vigueur, et rien ne s'opposait à ce que les sorties soient régulièrement organisées.

A l'heure actuelle, le maintien d'une telle consigne n'a plus la moindre justification puisque le dispositif a été simplifié et clarifié. Les sorties régulières et les sorties occasionnelles, sans nuitée, seront toujours autorisées par le directeur d'école, qui est, de par sa fonction et sa situation, le plus proche du terrain. Seules les sorties occasionnelles avec nuitées, qui supposent des précautions importantes, devront être autorisées par les inspecteurs d'académie.

APPLICATION DE LA DIRECTIVE COMMUNAUTAIRE
RELATIVE AU RÉSEAU NATURA 2000

M. le président. M. Marcel Dehoux a présenté une question, n° 6, ainsi rédigée :

« M. Marcel Dehoux attire l'attention de Mme le ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement sur la directive communautaire relative au réseau Natura 2000. Cette directive du 21 mai 1992, dite "Habitat, faune-flore", précise que les Etats membres devront recenser les sites remarquables qu'ils s'engagent à protéger et à pérenniser. En juillet 1996, le Gouvernement français avait décidé de geler la procédure de Natura 2000. En février 1997, son prédécesseur a relancé ce plan en ne retenant plus que 2 ou 3 % du territoire présentant "un réel intérêt pour la biodiversité". C'est pourquoi il lui demande quelle est aujourd'hui la position de ce Gouvernement sur ce dossier, quels territoires seront concernés, et sur quelles bases ? Il aimerait également savoir si le Gouvernement envisage d'instaurer un véritable dialogue sur cette procédure tant au niveau national que local. »

La parole est à M. Marcel Dehoux, pour exposer sa question.

M. Marcel Dehoux. La directive relative au réseau Natura 2000, qui fait l'objet de ma question, a maintenant cinq ans et demi puisqu'elle date du 21 mai 1992.

Après une longue période de léthargie, une imposante liste de sites remarquables à protéger a été proposée au début de 1996.

Devant les réactions négatives d'un certain nombre d'élus et d'associations, le Gouvernement de l'époque a décidé de geler cette procédure. Puis, en février 1997, une nouvelle liste a été proposée, qui retenait moins de 3 % du territoire.

Quelles orientations compte suivre le Gouvernement, quel échéancier propose-t-il, quelle concertation prévoit-il dans les territoires retenus ?

M. le président. La parole est à Mme le secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce et à l'artisanat.

Mme Marylise Lebranchu, secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce et à l'artisanat. La mise en œuvre de la directive européenne 92-43 du 21 mai 1992 relative à la conservation des habitats naturels et des habitats d'espèces a pris effectivement beaucoup de retard en France par rapport aux autres pays européens. La France est l'un des deux derniers pays à ne pas avoir adressé ses propositions de sites susceptibles de figurer dans le réseau Natura 2000 à la Commission européenne, et vous avez raison de souligner cet important retard. Celle-ci attend toujours les propositions de notre pays. Elle vient de le confirmer à nouveau le 3 juillet par une mise en demeure complémentaire aux autorités françaises. La France risque donc d'être traduite devant la Cour de justice des Communautés européennes pour manquement aux obligations découlant de cette directive.

Il est important que la France respecte ses engagements européens et qu'elle ne bloque pas l'ensemble du processus Natura 2000. En tant que grand carrefour biogéographique et du fait de sa biodiversité exceptionnelle, notre pays a une responsabilité particulière dans la constitution de ce réseau et il est important que nous rappellions que le respect du droit constitue l'un des axes prioritaires du ministère chargé de l'environnement.

S'il est indispensable que la France remplisse ses obligations communautaires en matière de protection du patrimoine naturel, il est tout aussi important que l'engagement de la France recueille l'adhésion la plus large possible de nos concitoyens. Cette adhésion aux objectifs visés par la directive sera en effet le meilleur gage de succès et d'efficacité pour sa mise en œuvre concrète.

C'est pourquoi, dès le mois de septembre, la procédure de consultation a été relancée pour que le Gouvernement puisse très vite transmettre à la Commission des propositions de sites.

Deux listes seront prochainement transmises à la Commission par le Gouvernement. La première sera transmise dans les prochains jours pour que la France soit associée aux travaux communautaires sur la région biogéographique alpine. La seconde sera communiquée avant la fin de l'année. Ces deux listes seront constituées d'espaces protégés, de forêts domaniales, d'espaces volontaires qui ne nécessitent pas de consultation approfondie.

Dominique Voynet a réuni le comité national de suivi et de concertation Natura 2000 le 30 juillet 1997. Elle l'a élargi à des associations de représentants d'élus locaux, maires et conseillers régionaux, et à des associations d'usagers des espaces naturels.

Il convient de bien dissocier la transmission des propositions de sites susceptibles de figurer dans le réseau Natura 2000 des actes de désignation officielle de ces sites. En effet, cette désignation officielle constituera une nouvelle étape qui n'interviendra qu'après la mise en cohérence des listes nationales au plan européen. Or cette étape ne sera réalisée qu'après des concertations approfondies qui auront pour objet l'élaboration de documents d'objectifs avec tous les acteurs intéressés. Ces documents fixeront pour chaque site les orientations de gestion, les éventuelles contraintes et les mesures de compensation ou de rémunération des prestations envisagées. Cette étape sera réalisée en six ans, ce qui donnera le temps nécessaire à un travail en profondeur, accompli dans la sérénité.

En conclusion, les sites Natura 2000 ne seront pas des sanctuaires de nature. L'exploitation des fonds ruraux et forestiers, des marais salants en particulier, est conciliable avec les objectifs de conservation dans les futurs sites de Natura 2000. Le maintien de ces activités en est d'ailleurs souvent l'une des conditions. Dans les cas où, dans certains sites, des dispositions spéciales plus contraignantes qu'aujourd'hui s'avéreraient nécessaires, les différentes possibilités offertes par les procédures contractuelles, alliées à des mesures de compensation, d'indemnisation ou de rémunération de prestations permettront de trouver au cas par cas les solutions appropriées.

M. le président. La parole est à M. Marcel Dehoux.

M. Marcel Dehoux. Je vous remercie, madame le secrétaire d'Etat, de cette réponse qui a le mérite de la clarté.

Je veux insister sur le fait que rien ne pourra se faire sans consensus ; il est indispensable que les conseils municipaux et les maires des territoires concernés soient consultés ; or ce n'est pas le cas actuellement.

PUBLICATION DES DÉCRETS RELATIFS À LA QUALIFICATION
DANS LE COMMERCE ET L'ARTISANAT

M. le président. M. Gilbert Meyer a présenté une question, n° 14, ainsi rédigée :

« M. Gilbert Meyer appelle l'attention de Mme le secrétaire d'Etat chargée des PME, du commerce et de l'artisanat sur la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996

relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat. Plus d'un an après, tous les décrets d'application sont sortis, sauf ceux concernant la qualification. Ces derniers exigeaient, certes, beaucoup de consultations et de négociations. En effet, certaines divergences subsistaient entre les différentes professions concernées, quant au niveau minimal de qualification exigé. Pourtant, aujourd'hui, il semble qu'un accord global ait été trouvé. Plus rien ne s'oppose donc à ce que les derniers décrets encore en souffrance soient rapidement publiés. De fait, les entreprises du secteur artisanal et leurs représentants ne comprendraient pas que cette publication souffre d'un nouveau report. En outre, de nombreuses créations d'entreprises – et, partant, d'emplois – sont actuellement suspendues à la parution de ces textes. Il importe par conséquent que cette publication intervienne maintenant, très rapidement. Aussi lui demande-t-il de lui faire connaître le calendrier fixé pour cette parution.»

La parole est à M. Gilbert Meyer, pour exposer sa question.

M. Gilbert Meyer. Madame la secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce et à l'artisanat, la loi relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat a été adoptée il y a plus d'un an, mais les décrets d'application de ce texte important ne sont pas encore parus. Ainsi, les textes concernant plus particulièrement la qualification sont toujours en souffrance. Je sais qu'il n'a pas été facile de parvenir à un consensus, mais il ressort des dernières discussions que nous nous acheminons vers un accord général entre les partisans de la qualification la plus faible possible et ceux, dont je suis, qui souhaitent voir l'exigence de qualification prendre un sens véritable. De nombreuses négociations ont été nécessaires mais, je le répète, un accord global semble avoir été trouvé. Les entreprises du secteur artisanal attendent donc à présent la parution des décrets avec impatience.

Je souhaite que celle-ci intervienne dans les toutes prochaines semaines. La création de nombreuses entreprises artisanales est actuellement suspendue à la publication de ces textes. Je vous rappelle que vous vous étiez engagée à faire diligence.

Dans ces conditions, je vous demande, madame la secrétaire d'Etat, de nous faire connaître le calendrier retenu pour la parution des décrets attendus.

Je vous remercie par avance de la réponse que vous m'apporterez et qui ira, je l'espère, dans le sens souhaité.

M. le président. La parole est à Mme le secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce et à l'artisanat.

Mme Marylise Lebranchu, secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce et à l'artisanat. Monsieur le député, la préparation du décret d'application de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996, relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat, pour ce qui concerne l'obligation de qualification résultant de son article 16, a exigé de nombreuses consultations et négociations avec les professionnels, que le Gouvernement précédent n'avait pas réussi à mener à bien en quelque neuf mois.

Depuis lors, un consensus s'est dégagé sur le niveau minimal de qualification exigé : le certificat d'aptitude professionnelle ou cinq ans d'expérience professionnelle.

Toutefois, le consensus repose sur le caractère temporaire du niveau minimal de qualification concernant certaines professions, pour lesquelles le niveau devrait à terme être porté au niveau 4 quand nous serons tous certains que le niveau 4 est accessible sur tous les points du territoire français, et dans de bonnes conditions.

Il est donc exact que, sur ce plan, les négociations avec les professionnels sont désormais achevées.

Le projet de décret nécessaire à l'application de l'article 16 de la loi doit être soumis au conseil de la concurrence et à la commission de sécurité des consommateurs avant d'être transmis au Conseil d'Etat. Avec la négociation, nous venons de franchir ni plus ni moins qu'une barrière à l'entrée d'un certain nombre d'activités et nous tenons à avoir l'aval de tous les partenaires extérieurs à la négociation pour être sûrs que le décret sera accepté tel quel par le Conseil d'Etat.

Nous rencontrons quelques difficultés de dernière heure concernant les jeunes qui ont obtenu le CAP pratique mais échoué au CAP théorique. Nous essayons de trouver une solution transitoire. La question sera vraisemblablement réglée ce soir.

Je ne peux vous dire la date exacte à laquelle paraîtra le décret car je ne maîtrise pas le temps de passage devant le Conseil d'Etat. Je vous remercie cependant pour votre question, qui touche à un sujet qui mobilise avec raison de nombreuses professions. Nous avons là le meilleur moyen non seulement de requalifier l'apprentissage, mais aussi de donner envie à des jeunes d'accéder à des formations qui pourront faire d'eux des chefs d'entreprise.

M. le président. La parole est à M. Gilbert Meyer.

M. Gilbert Meyer. Madame la secrétaire d'Etat, vous avez raison : il fallait sortir d'un blocage qui gênait les uns et les autres. Cependant, je souhaite qu'à moyen terme nous arrivions à faire reconnaître la nécessité de qualification, indispensable pour valoriser nos artisans, nos métiers du bâtiment et, tout simplement, nos jeunes gens.

Mme le secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce et à l'artisanat. Nous sommes d'accord !

M. le président. Nous avons, enfin (*Sourires*), terminé les questions orales sans débat.

3

ORDRE DU JOUR

M. le président. Cet après-midi, à quinze heures, deuxième séance publique :

Questions au Gouvernement ;

Discussion, en nouvelle lecture, du projet de loi n° 291, relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes ;

M. Jean-Claude Boulard, rapporteur au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (rapport n° 295).

A vingt heures quarante-cinq, troisième séance publique :

Suite de l'ordre du jour de la deuxième séance.

La séance est levée.

(La séance est levée à treize heures quinze.)

Le Directeur du service du compte rendu intégral
de l'Assemblée nationale,
JEAN PINCHOT

ORDRE DU JOUR ÉTABLI EN CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS

(Réunion du mardi 7 octobre 1997)

L'ordre du jour des séances que l'Assemblée tiendra jusqu'au vendredi 24 octobre 1997 inclus a été ainsi fixé :

Mardi 7 octobre 1997 :

Le matin, à dix heures trente :

Questions orales sans débat.

L'après-midi, à quinze heures, après les questions au Gouvernement, et, éventuellement, le soir, à vingt heures quarante-cinq :

Discussion, en nouvelle lecture, du projet de loi relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes (nos 291-295).

Mercredi 8 octobre 1997, le matin, à neuf heures, l'après-midi, à quinze heures, après les questions au Gouvernement, et le soir, à vingt heures quarante-cinq :

Discussion du projet de loi organique, adopté par le Sénat, déterminant les conditions d'application de l'article 88-3 de la Constitution relatif à l'exercice par les seuls citoyens de l'Union européenne résidant en France, autres que les ressortissants français, du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales, et portant transposition de la directive n° 94-80 CE du 19 décembre 1994 (nos 223-232).

Discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'inscription d'office des personnes âgées de dix-huit ans sur les listes électorales (nos 231-292).

Jeudi 9 octobre 1997 :

Le matin, à neuf heures :

Discussion de la proposition de loi portant réforme du fonctionnement des conseils régionaux (n° 216).

(Ordre du jour complémentaire : séance mensuelle réservée à l'ordre du jour fixé par l'Assemblée, en application de l'article 48, alinéa 3 de la Constitution, à l'initiative du groupe socialiste.)

L'après-midi, à quinze heures :

Discussion soit sur rapport de la commission mixte paritaire, soit en nouvelle lecture, du projet de loi portant mesures urgentes à caractère fiscal et financier.

Lundi 13 octobre 1997, l'après-midi, à quinze heures et, éventuellement, le soir, à vingt heures quarante-cinq :

Éventuellement, lecture définitive du projet de loi relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes.

Discussion, soit sur rapport de la commission mixte paritaire, soit en nouvelle lecture, du projet de loi portant réforme du service national.

Mardi 14 octobre 1997, l'après-midi, à quinze heures, après les questions au Gouvernement, et le soir, à vingt heures quarante-cinq ; **mercredi 15 octobre 1997**, le matin, à neuf heures, l'après-midi, à quinze heures, après les questions au Gouvernement, et le soir, à vingt heures quarante-cinq ; **jeudi 16 octobre 1997**, le matin, à neuf heures, l'après-midi, à quinze heures, et le soir, à vingt heures quarante-cinq et **vendredi 17 octobre 1997**, le matin, à neuf heures, l'après-midi, à quinze heures, et, le soir, à vingt heures quarante-cinq :

Discussion générale et discussion des articles de la première partie du projet de loi de finances pour 1998 (n° 230).

(Le débat sur l'article de la première partie sur le prélèvement au bénéfice des Communautés européennes aura lieu le jeudi 16 octobre, à quinze heures.)

Mardi 21 octobre 1997 :

Le matin, à dix heures trente :

Éventuellement, lecture définitive du projet de loi portant réforme du service national.

Discussion, soit sur rapport de la commission mixte paritaire, soit en nouvelle lecture, du projet de loi relatif à l'inscription d'office des personnes âgées de dix-huit ans sur les listes électorales.

L'après-midi, à quinze heures :

Questions au Gouvernement.

A dix-huit heures, et le soir, à vingt heures quarante-cinq : Explications de vote et vote de la première partie du projet de loi de finances pour 1998 (n° 230).

Discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1998 (n° 230) :

- Légion d'honneur et ordre de la Libération ;
- justice.

Mercredi 22 octobre 1997 :

Le matin, à neuf heures :

Fonction publique, réforme de l'Etat et décentralisation.

L'après-midi, à quinze heures, après les questions au Gouvernement, et le soir, à vingt heures quarante-cinq :

Éventuellement, lecture définitive du projet de loi portant mesures urgentes à caractère fiscal et financier.

Suite de la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1998 (n° 230) :

- éventuellement, suite de l'ordre du jour du matin ;
- communication.

Jeudi 23 octobre 1997, le matin, à neuf heures, l'après-midi, à quinze heures, et le soir, à vingt heures quarante-cinq :

Services du Premier ministre : services généraux, SGDN, Conseil économique et social, Plan, Journaux officiels. Agriculture et pêche, BAPSA.

Vendredi 24 octobre 1997, le matin, à neuf heures, l'après-midi, à quinze heures, et le soir, à vingt heures quarante-cinq :

Équipement et transports.

Anciens combattants.